

Revue de presse internationale

CCME

[SEMAINE DU 9 \ #u\ "k- 201]

Sommaire

France	3
Le Monde.....	4
Le Figaro	14
Libération	18
Belgique.....	25
Le Soir	26
La Libre Belgique	32
Espagne	47
El Pais.....	48
La Vanguardia	60
Presse néerlandaise.....	79
VOLKSKRANT	80
TROUW	83
NRC HANDELSBLAD	89
Het Parool.....	93
RIJKSOVERHEID.....	96
Reformatorisch Dagblad.....	99

France

Le Monde

Nouvelles expulsions de Roms à Marseille et à Roubaix

La police a procédé jeudi 18 octobre à Marseille à l'expulsion d'une soixantaine de Roms installés dans une église désaffectée de longue date et sous le coup d'un arrêté de péril, selon la préfecture des Bouches-du-Rhône. Il s'agit de trente-deux adultes et de vingt-huit enfants qui étaient dans l'église Saint-Martin-d'Arenc, selon la préfecture, qui a précisé avoir proposé une solution de relogement en hôtel aux familles, qui ont refusé.

"Ils ne proposaient de reloger que les femmes et les enfants, en séparant les familles", a souligné Xavier Blanc, vice-président de la délégation de Marseille du Secours catholique, présent sur les lieux au moment de l'expulsion, pour expliquer la décision des Roms de refuser cette solution. Une partie d'entre eux vivaient dans l'église depuis trois mois, selon M. Blanc, les autres étant arrivés après avoir été expulsés d'autres campements. Dans les Bouches-du-Rhône, les associations estiment à plusieurs centaines le nombre de Roms ayant fait l'objet d'arrêtés d'expulsion depuis l'été.

Dans le Nord, une vingtaine de personnes originaires d'Europe de l'Est et qui vivaient dans deux maisons squattées à Roubaix ont été évacuées jeudi 18 octobre, a-t-on appris auprès de l'association Droit au logement et de la préfecture du Nord. Selon la préfecture, ces personnes, des Roms, ont été expulsées en milieu de matinée "suite à une décision de justice, sans concours de la force publique". "Un huissier est intervenu dans le cadre d'une décision judiciaire, aucun policier n'était présent", a ajouté la préfecture.

"LOGEMENTS INSALUBRES ET DANGEREUX"

L'association Droit au logement, dont des membres se sont rendus sur place dans l'après-midi, dénonçait de son côté la situation. "On dénonce cette expulsion sans le concours de la force publique et donc les dispositions qui encadrent l'expulsion normalement", a regretté Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole du DAL. "Le jugement a été rendu avant-hier [mardi], il y a eu intervention de l'huissier à la demande de la mairie, qui a décidé de se faire justice elle-même. C'est assez choquant dans un Etat de droit."

Une quinzaine d'adultes et une dizaine d'enfants, certains scolarisés à Roubaix, sont concernés, selon le DAL. Selon la ville de Roubaix, il s'agissait de "logements insalubres et dangereux" et la procédure a été engagée "pour protéger ces personnes". Les habitants "sont partis d'eux-mêmes", selon la mairie.

La ville de Roubaix est propriétaire des deux bâtiments qui sont voués à être détruits pour un nouveau projet d'aménagement. Selon la municipalité, Roubaix accueille plus de trois cent cinquante personnes d'origine rom, dont un village d'insertion depuis 2009.

Le Monde, 18/10/2012

La droite critique l'assouplissement des critères de naturalisation

Le gouvernement a assoupli, jeudi 18 octobre, les critères pour devenir français, une première étape pour redresser la courbe déclinante des naturalisations, suscitant les critiques de la droite, qui l'accuse de "brader" la citoyenneté française.

L'opposition de droite a immédiatement critiqué cette décision. Le secrétaire général de l'UMP, François Copé, a estimé que cet assouplissement était la dernière étape d'une politique conduisant à "faciliter toutes les passerelles vers le communautarisme". "Si on refait la somme de tout ce qui a été dit en matière d'immigration depuis le mois de mai dernier, qu'est-ce que l'on voit : les centres administratifs où l'on place les étrangers irréguliers, c'est terminé, l'assouplissement des critères de régularisation ont été annoncés cet été et la troisième étape, c'est aujourd'hui, l'assouplissement des critères de naturalisation", a résumé le candidat à la présidence de l'UMP.

"Cela veut dire qu'on est en train de faciliter toutes les passerelles pour un communautarisme qui va, dans les faits, se trouver sans avoir besoin de passer par le droit de vote dévolu aux étrangers non européens", a-t-il dit. "C'est un glissement progressif de notre législation. On est en pleine crise, avec des tensions communautaires, des inquiétudes des Français dans tous les sens, et l'on voit un gouvernement socialiste par la voix de son ministre de l'intérieur dire des choses pareilles, c'est très très inquiétant", a conclu M. Copé.

"LA NATIONALITÉ FRANÇAISE DOIT SE MÉRITER"

Eric Ciotti, secrétaire national de l'UMP à la sécurité et soutien de François Fillon pour la présidence du parti, a, lui, jugé "dangereux" de "vouloir brader la nationalité française". "La France est un des pays les plus accueillants en matière d'immigration. Pour autant, ne peut pas être français qui veut. La nationalité française doit se mériter et doit supposer un certain effort [...]. Vouloir la brader, comme le souhaitent les socialistes ainsi que leurs partenaires communistes et écologistes, est totalement irresponsable et dangereux", a indiqué le député et président du conseil général des Alpes-Maritimes dans un communiqué.

M. Valls a dit jeudi à Toulouse sa volonté de relancer les naturalisations d'étrangers en revenant sur les critères d'accession à la citoyenneté française instaurés par son prédécesseur Claude Guéant et en opposant la France "terre d'accueil" à celle "qui regarde le monde avec méfiance".

Lire aussi : Manuel Valls veut faciliter l'acquisition de la nationalité française

"Les socialistes voudraient transformer la citoyenneté française en une citoyenneté au rabais, dénonce encore M. Ciotti. Loin de favoriser l'assimilation des étrangers, c'est l'ensemble de notre pacte républicain qui sera mis en danger."

UNE NATIONALITÉ DONNÉE COMME "DES TICKETS DE MÉTRO"

Marine Le Pen, présidente du Front national, s'est elle aussi élevée contre une nationalité française donnée comme "des tickets de métro", plaidant pour un processus aux "conditions extrêmement sévères". "Je ne suis pas contre l'existence d'un processus de naturalisation, mais avec des conditions extrêmement sévères, car devenir français est un honneur", a déclaré sur France 24 Mme Le Pen, pour qui "la nationalité française s'hérite ou se mérite". "On ne peut pas accorder la nationalité comme on le fait depuis des années, comme on distribue des tickets de métro", a-t-elle déploré.

"On va donc fabriquer des Français en masse, plus encore que ce qui était fait sous le règne de Nicolas Sarkozy, avec des chiffres énormes, a lancé la dirigeante du parti d'extrême droite. La nationalité française n'est pas facteur d'intégration quand elle est sans contenu, quand le fait d'être étranger ou français vous donne les mêmes droits. [...] Ce qui est facteur d'intégration, c'est le travail. [Or], il y a cinq millions de chômeurs. Par conséquent, on va donner la nationalité à des chômeurs en puissance. Mais où est l'intégration ?"

Le Monde, 18/10/2012

Manuel Valls veut faciliter l'acquisition de la nationalité française

Quatre mois après l'avoir annoncée, le ministre de l'intérieur Manuel Valls a publié, jeudi 18 octobre, une circulaire pour rouvrir plus largement l'accès à la nationalité française. Il s'agit pour le gouvernement de revenir sur la très forte inflexion du nombre de naturalisations qui avait été mise en œuvre par l'ancienne majorité depuis 2010: entre 30 % à 45 % de moins.

M. Valls devait annoncer publiquement cette circulaire lors d'une cérémonie en préfecture de Toulouse de remise de certificats de nationalité à des nouveaux Français. L'accès à la nationalité "a été entravé, empêché, sans que cela ne fasse l'objet d'aucun débat, devait-il notamment justifier dans un discours. Elle ne doit être ni bradée ni réservée à une élite. (...) C'est le moteur du sentiment d'appartenance à notre nation" Au début du quinquennat de Nicolas Sarkozy, malgré un discours musclé sur l'immigration, les naturalisations – qui étaient de l'ordre de 100000 par an – avaient été préservées. Mais après le discours de Grenoble, à l'été 2010, et le choix de l'ex-majorité de s'aligner en partie sur les thèses du Front national, un tour de vis avait été effectué sous forme de consignes internes ou orales.

"RETROUVER LE RYTHME D'AVANT"

Aujourd'hui, M. Valls dit ne "pas avoir d'objectif chiffré", mais explique au Monde vouloir "retrouver le rythme d'avant". Soit celui d'avant le passage de Claude Guéant Place Beauvau, entre février 2011 et mai 2012. C'est en effet surtout à l'initiative de l'ex-secrétaire général de l'Elysée que l'accès à la nationalité a été restreint afin d'afficher des chiffres d'immigration en baisse lors de la campagne présidentielle.

Pour redresser cette courbe, la nouvelle circulaire prévoit d'assouplir les critères liés au travail, responsables d'environ 40% des refus de naturalisations. Alors qu'il fallait quasi-nécessairement être en contrat à durée indéterminée (CDI) auparavant, un CDD ou des emplois en intérim pourront suffire désormais. "L'idée est de ne plus juger le dossier d'une personne à "l'instant T", mais sur l'ensemble de son parcours professionnel, explique la Place Beauvau. Surtout en période de crise économique."

La circulaire demande aussi aux préfets de se montrer plus souples sur les dossiers des étudiants étrangers, systématiquement retoqués ces deux dernières années pour "manque de ressources". Cette disposition concerne notamment les "jeunes diplômés" ayant fait leur cursus en France. Beaucoup se retrouvaient bloqués en fin d'études pour trouver un emploi, l'embauche d'un étranger étant très contraignante. Une "meilleure prise en compte des potentiels" est en outre demandée aux préfets. En particulier celle des médecins étrangers.

"FORTE PRÉSUMPTION D'ASSIMILATION"

Autre nouveauté : le texte prévoit un examen moins restrictif des demandes de naturalisation des "jeunes de moins de 25 ans" qui résident en France depuis au moins dix ans et ont suivi une scolarité "continue" d'au moins cinq ans. Cette disposition concerne beaucoup de personnes nées à l'étranger mais arrivées en France en bas âge avec leurs parents.

Dans certaines familles, les aînés peuvent se retrouver avec un passeport étranger alors que leurs petits frères et sœurs nés en France sont français. Ces jeunes "bénéficient d'une forte présomption d'assimilation à la communauté française", justifie la circulaire.

Le ministère de l'intérieur prévoit enfin de revenir, comme le prévoit la loi, au délai de cinq ans de séjour minimum en situation régulière pour pouvoir demander la nationalité française. M. Guéant l'avait tacitement monté à dix ans. Et ce, alors que la plupart de ceux qui désirent être naturalisés font les démarches après une moyenne de seize ans passés en France.

Toujours inquiet des critiques éventuelles de l'opposition sur ces annonces relatives à l'immigration, M. Valls prévoit cependant, dans sa circulaire, de ne pas revenir sur le réhaussement du niveau de français qu'avait institué son prédécesseur. Un niveau équivalent à celui d'un "élève de troisième" sera toujours exigé aux nouveaux naturalisés ainsi qu'un certain nombre de connaissances sur l'histoire de France.

La nouvelle circulaire supprime néanmoins le système du questionnaire à choix multiples (QCM) qui faisait polémique depuis son entrée en vigueur le 1er juillet. Une revendication ancienne des associations de défense des étrangers est par ailleurs en partie satisfaite : les personnes de plus de 65 ans seront désormais exemptées de fournir une attestation de l'évaluation de leur niveau de français.

"CHARTRE DES DROITS ET DES DEVOIRS"

Par souci d'affichage et pour soigner son aile droite, le ministre rappelle toutefois par une autre circulaire publiée ce jeudi 18 octobre, la nécessité de faire "signer" la "charte des droits et des devoirs" aux nouveaux Français. Un document en vigueur depuis le mois de janvier, mais qui selon son cabinet "n'était pas bien appliqué". La charte rappelle notamment que la "France est une république laïque". L'idée de sa création avait germé dans l'opposition lors du débat sur l'identité nationale.

Le changement de cap politique sur les naturalisations devrait se poursuivre, a annoncé le ministre de l'intérieur, par une deuxième circulaire "début 2013". Son contenu dépendra en partie des conclusions d'une mission parlementaire confiée au député PS de Marseille, Patrick Mennucci. Elle dépendra aussi d'une mission de l'inspection générale sur la régionalisation, depuis 2010, de l'examen des demandes de naturalisation, qui fait l'objet de nombreuses critiques.

Le Monde, 18/10/2012, Elise Vincent

"On est tous venus là pour travailler"

Un centre de lavage auto, des engins de chantier à louer, un hôtel éteint, quelques tours, le pont de l'autoroute et le RER B à l'horizon... La rue Saint-Denis à Aubervilliers – ni vraiment résidentielle, ni vraiment industrielle – a l'air décolorée. C'est ici que vit Francesca, avec une vingtaine de familles roms, dans des préfabriqués alignés sur un terrain clos.

La jeune femme est arrivée dès le début, il y a sept ans, de ce projet de "village d'insertion". C'était alors l'un des premiers. Depuis, le modèle a essaimé dans plusieurs villes de région parisienne et de l'agglomération lilloise. Plutôt que des villages, il s'agit de camps où quelques familles roms sorties des bidonvilles par des associations – l'ALJ 93 en l'occurrence –, bénéficient d'un logement en dur, de l'eau, de l'électricité, et d'un accompagnement social, à condition de se plier à certaines règles : scolarisation des enfants, formations pour trouver un emploi... Si les loyers sont minimes, la liberté n'y est pas totale – le camp est notamment gardé par un agent de sécurité, qui n'y laisse pas entrer qui veut.

Francesca ne veut pas donner son vrai prénom, ni se laisser prendre en photo. Une sorte de principe de précaution, dans un climat de méfiance diffuse : "Tu sais, les policiers connaissent ma tête ici, comme je faisais la manche avant...", justifie-t-elle. Elle a la parole déliée, mais des tas de secrets, qu'elle dévoile à demi, et recouvre aussitôt d'un "ça, il ne faut pas l'écrire". Comme Andréa (le prénom a également été changé), une jeune femme rom qui avait aussi accepté de raconter son histoire, avant d'en annuler la publication. Habitant en caravane dans un village d'insertion à Montreuil, femme de ménage, elle craignait que ses patrons ne la reconnaissent : "Ils ne savent pas que j'habite ici, avec les Roms", avait-elle expliqué, croyant bon de préciser : "Vous savez, les Roms, on a une mauvaise image."

Francesca elle aussi travaille dans l'entretien et le nettoyage. Avant d'arriver dans ces préfabriqués, elle habitait à deux pas, dans un bidonville qui a depuis été rasé, et remonté. Ses parents y vivent toujours, dans des tentes. "Mon père souffre du foie. Ma mère souffre du cœur. Elle a eu un infarctus. Ils ont tout le temps peur de la police, et de se faire expulser en Roumanie", résume-t-elle pour commencer. "Au début, je ne voulais pas suivre l'association, dit-elle. Je ne pouvais pas les laisser." Mais elle s'est ravisée, pensant à ses enfants, la cadette née en 2003 en France, et le grand frère, né en Roumanie. "Il a une infection aux reins à cause de la misère dans le bidonville", confie-t-elle. Il fallait déboursier 600 euros par mois pour le traitement, non remboursé puisqu'ils n'avaient pas de papiers. Toute la famille aidait. Elle, "ne mangeait rien".

Mais même dans ces conditions, "c'est mieux qu'en Roumanie". Là-bas, elle vivait avec ses sept frères et sœurs dans une petite cabane en bois, dans un quartier pauvre de Cluj, en Transylvanie. "On ne nous laissait pas aller à l'école, on ne nous donnait pas de vrai travail. Même en faisant la manche et en ramassant de la ferraille ici, on gagne plus. Et surtout, ils sont racistes, affirme-t-elle sans ciller. Même maintenant j'ai peur de retourner là-bas, je n'irai pas avec les enfants. Je veux passer ma vie en France."

Car en comparaison, dans les préfabriqués de la rue Saint-Denis, "on est très très bien", s'exclame Francesca, qui remercie au passage "en premier Dieu, en deuxième l'association".

Les deux enfants ont fait leur rentrée scolaire, ils sont vifs et parlent français sans l'accent roulant de leur mère. Elle a pris des cours d'alphabétisation et a trouvé du travail. Sans subir de discrimination ? "Non, parce que je ne m'habille pas comme les Roms, rétorque la jeune femme, longue jupe en jean et foulard léopard. Donc ils ne le savent pas, sauf quand je ris", dit-elle en montrant ses canines en or. "C'est la mode chez nous, tous les gitans ont ça. Mais moi, on me les a mises quand j'étais enfant. Je suis tombée à vélo, je ne savais pas où était le frein. J'ai cassé toutes mes dents."

Après deux ans de ménage à la mairie d'Aubervilliers, du chômage, trois mois de ménage dans un hôtel du 93, encore du chômage, Francesca a décroché un CDD, dans le ménage, à la régie de quartier. Et la carte de séjour de 10 ans dans la foulée. Elle espère être prolongée pour pouvoir trouver un appartement, et partir du village d'insertion – car en réalité, tout n'y est pas rose, laisse-t-elle entendre, sans vouloir donner plus de précision. Huit familles ont déjà pu être relogées autour d'elle. Et tous ont un emploi dans le bâtiment, les espaces verts, la restauration, l'entretien ou les services, selon Marie-Louise Mouket, chargée de projet à l'ALJ 93. "On est tous venus là pour travailler et vivre mieux", affirme Francesca.

Assise sur son canapé, dans sa petite pièce rose ornée d'un grand bananier en tissu, d'un tigre en peluche et de posters géants de top-modèles, elle se laisse absorber quelques secondes par l'écran de télévision, qui diffuse une émission de divertissement en roumain. Dehors, le jour décline et des fillettes aux collants à pois et tuniques rose acidulé s'amuse entre les Algeco, dans le décor gris foncé d'Aubervilliers. Francesca a une question, elle aussi : "Tu sais ce qu'il va faire le président, avec les expulsions ? Ça va continuer ?, interroge-t-elle d'un air sérieux, comme si elle demandait soudain un renseignement pratique. Parce qu'on avait entendu qu'il aiderait les pauvres, qu'il donnerait des papiers... Mais là, je ne vois rien."

Le Monde, 17/10/2012, Angela Bolis

Expulsées d'un bidonville en Seine-Saint-Denis, les familles roms ont dormi devant la mairie

Des Roms, expulsés lundi matin d'un bidonville insalubre de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), ont passé la nuit devant la mairie de cette ville, avant d'être à nouveau dispersés par la police mardi matin. "L'évacuation des populations roms se termine", a-t-on précisé à la préfecture, ajoutant qu'il n'y avait "pas d'incident".

Environ 80 Roms et militants d'associations qui les soutiennent s'étaient rassemblés lundi devant la mairie du socialiste Michel Pajon après avoir été évacués d'un bidonville insalubre où ils vivaient, sur un terrain longeant l'A4 en contrebas d'un hôtel.

Ils ont ensuite passé la nuit sur place, dormant sur des matelas à même le trottoir, devant l'hôtel de ville. La veille, leur camp très insalubre, sans accès à l'eau ni à l'électricité, et où s'empilaient des monceaux de débris faute de poubelles à proximité, avait été démantelé par la police, à la suite d'une décision de justice en ce sens, rendue au printemps.

"UNE ESPÈCE DE CHASSE À L'HOMME"

"Ils sont en train d'errer dans la ville après avoir été évacués de la mairie", a assuré Didier Cusserne, du Collectif de soutien aux Roms de Noisy-le-Grand. "C'est une espèce de chasse à l'homme avec les policiers qui les suivent", s'est-il indigné. "La police ne veut qu'une chose, qu'ils passent sur le territoire voisin, ça ne fait que repousser le problème", a-t-il regretté.

Cet été, des habitants du bidonville où vivaient environ 200 personnes selon les associations, 80 selon la préfecture, avaient confié ne pas bien dormir la nuit à cause du bruit que faisaient les rats. "Il y a beaucoup d'enfants, des nourrissons qui sont malades et qu'on a conduits aux urgences pédiatriques il y a encore deux jours", s'était inquiétée lundi Nathalie-Marie Chantepie, de l'association Porte-B'Honneur, rappelant qu'il y avait chez les habitants "de nombreux cas de tuberculose" et que "la plupart ont interrompu leur traitement, car ce n'est pas leur priorité".

Le Monde, 16/10/2012

La liste des métiers ouverts aux Roumains et aux Bulgares est doublée

L'accès à l'emploi des Roumains et des Bulgares a été élargi en France à 291 métiers, contre 150 auparavant, dans des secteurs où les employeurs peinent à recruter, selon un arrêté du gouvernement publié dimanche 14 octobre au Journal officiel. L'arrêté est signé du ministre de l'intérieur, Manuel Valls, et du ministre du travail, Michel Sapin.

Parmi les métiers nouvellement autorisés figurent la coiffure, la réparation de carrosserie, le déménagement, l'entretien des espaces verts ou encore le management de personnel de cuisine. La liste complétée recouvre la plupart des secteurs, notamment le BTP (ouvrier, couvreur, dessinateur...), l'hôtellerie (cuisinier, serveur...), l'agriculture, la pêche, l'industrie (soudeur, mécanicien...), le commerce et l'entretien. Mais aussi des fonctions dans le domaine de l'informatique, de la banque et de la finance.

"DROIT COMMUN"

Cet assouplissement avait été annoncé le 22 août par le gouvernement français, en même temps que la suppression de la taxe que l'employeur devait verser pour recruter les ressortissants européens de ces deux pays, majoritaires parmi les Roms présents en France.

Roumains et Bulgares sont soumis jusqu'à fin 2013 à des restrictions. Outre le fait d'exercer un métier autorisé, ils doivent disposer d'une autorisation de travail délivrée par la préfecture. Les associations réclament la "levée totale" des obligations transitoires imposées.

Pour le gouvernement, le quasi-doublement de la liste des métiers répond à une "double préoccupation". D'une part "anticiper progressivement l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans le droit commun applicable à tous les ressortissants communautaires, qui interviendra au plus tard le 31 décembre 2013", avaient expliqué jeudi dans un communiqué les deux ministres. D'autre part "faciliter" leur "insertion" par des "actions concrètes", l'accès à l'emploi étant "une des clés principales de cette insertion".

Le Monde, 15/10/2012

Valls veut augmenter le nombre de naturalisations

Il dit préférer la France «terre d'accueil» à celle «qui regarde le monde avec méfiance». Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a annoncé jeudi à Toulouse sa volonté de «redresser la courbe du nombre de naturalisations» en revenant sur les critères d'accession à la citoyenneté instaurés par son prédécesseur, Claude Guéant.

Oubliée, l'obligation de détenir un contrat à durée indéterminée pour devenir français. Enterrés, les questionnaires à choix multiples sur l'histoire ou la culture française. Raccourcie, la période d'attente de la nationalité: un étranger pourra désormais la demander dès cinq ans de présence - en situation régulière - au lieu de dix. «On ne devient pas français en répondant à un QCM!» s'est exclamé Manuel Valls lors d'une cérémonie de naturalisation à la préfecture de la Haute-Garonne.

Les QCM oubliés

Le ministre vient d'adresser à tous les préfets une circulaire revenant sur les critères «les plus discriminants, qui sont à l'origine de près de 70 % des refus». Les motifs touchant au travail représentent environ 40 % des raisons de rejet de demande, selon le ministère. Quant aux QCM décidés par le précédent gouvernement, qui devaient entrer en vigueur le 1er juillet 2012, ils sont donc oubliés.

En revanche, une maîtrise de la langue française correspondant à un niveau de troisième reste exigé. Valls a aussi insisté sur la nécessaire adhésion aux valeurs de la République: liberté, égalité, fraternité, mais aussi laïcité et solidarité.

Par ailleurs, certaines catégories devraient voir leur naturalisation facilitée: les jeunes de moins de 25 ans ayant vécu plus de dix ans en France et y ayant été scolarisé au moins cinq ans, les médecins ayant un diplôme étranger ainsi que des personnes à «potentiel élevé», comme les diplômés de grandes écoles.

«Contresens absolu»

Pour le ministre d'origine espagnole, qui fut naturalisé à 20 ans, il s'agit de «revenir sur l'ensemble du processus d'instruction des demandes». Il s'en est vivement pris à la politique «volontairement durcie» du précédent gouvernement, qui s'est traduite, selon lui, par une baisse de 30 % du nombre de naturalisations entre 2010 et 2011 et de 45 % entre 2011 et 2012.

L'opposition l'a immédiatement accusé de «brader» la nationalité. «La nationalité française doit se mériter. Vouloir la brader est totalement irresponsable», a ainsi estimé Éric Ciotti, secrétaire national à la sécurité de l'UMP. «Manuel Valls veut encourager la naturalisation pour favoriser l'intégration. C'est un contresens absolu», a renchéri le député Guillaume Larrivé, spécialisé dans les questions d'immigration. À l'extrême droite, Marine Le Pen s'est élevée contre une nationalité française distribuée comme «des tickets de métro».

D'ici la fin de l'année, a annoncé le ministre, une fois que cette «urgence» aura été traitée, une autre circulaire-cadre «remettra à plat tous les critères et leurs conditions d'appréciation».

Le Figaro, 19/10/2012

Valls veut un islam de France responsable

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a appelé aujourd'hui les institutions représentatives de l'islam de France à "prendre leurs responsabilités" pour permettre l'émergence d'imams et d'aumôniers musulmans "en phase" avec les valeurs de la République.

La ministre de la Justice Christiane Taubira a annoncé récemment le recrutement de 15 aumôniers musulmans en prison en 2014 pour lutter contre le prosélytisme islamiste.

"L'islam de France doit faire face à ses responsabilités, que la formation d'imams et d'aumôniers français, qui parlent français, qui sont en phase avec les valeurs de la République, puissent progressivement accomplir leur tâche et leur mission", a déclaré aujourd'hui Manuel Valls sur France Inter.

Parmi les objectifs que doivent se fixer les institutions musulmanes, Manuel Valls a également évoqué le refus de financements étrangers.

Le Figaro, 17/10/2012

Libération

L'UEJF assigne Le Pen pour ses propos sur les Roms

Dans une vidéo mise en ligne sur le site du FN, Jean-Marie Le Pen compare les Roms aux oiseaux, déclarant qu'ils «volent naturellement».

L'Union des étudiants juifs de France a assigné le Front national pour la mise en ligne sur son site d'une vidéo dans laquelle Jean-Marie Le Pen déclare que «comme les oiseaux», les Roms voleraient «naturellement», a-t-on appris vendredi par l'avocat de l'UEJF, Me Stéphane Lilti.

L'UEJF, qui a déjà déposé une citation directe contre le président d'honneur du FN devant le tribunal correctionnel de Saint-Nazaire, attaque cette fois Marine Le Pen, en tant que directrice de la publication du site internet du Front national pour provocation à la discrimination et injure publique raciale.

Le 22 septembre à l'université d'été du Front national à la Baule, Jean-Marie Le Pen avait enchaîné les provocations sur l'immigration, thème fétiche du parti, sous les yeux de sa fille Marine.

Moquant les Roms, il avait suscité rires et applaudissements nourris en leur attribuant la phrase : «Nous, nous sommes comme les oiseaux, nous volons naturellement.»

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap) a également assigné Jean-Marie Le Pen devant le tribunal correctionnel de Paris, pour injure raciste.

Libération, 19/10/2012

Manuel Valls veut augmenter les naturalisations

Par FABRICE TASSEL

Manuel Valls a officialisé hier, lors d'une cérémonie d'accueil de nouveaux citoyens français à Toulouse, ce qu'il avait dévoilé à la fin du mois dernier (Libération du 29 septembre) : l'assouplissement du processus de naturalisation. Le ministre de l'Intérieur souhaite revenir à un rythme d'environ 100 000 naturalisations annuelles, soit le niveau antérieur à 2010. C'est à ce moment que son prédécesseur, Claude Guéant, avait restreint, via des consignes officieuses adressées aux préfets, les critères de naturalisation. Elles avaient chuté d'environ 40 % en 2010 et 2011. La circulaire rendue officielle hier n'oblige plus le candidat à la nationalité française à détenir un CDI ; les dossiers des étudiants étrangers seront traités plus facilement ; le texte réhabilite, comme le prévoit la loi, le délai de cinq ans minimum en situation régulière, et non dix ans comme l'avait instauré la précédente majorité, pour déposer sa demande ; enfin, le QCM sur la culture française en vigueur depuis le 1er juillet est supprimé.

Libération, 18/10/2012

Le miroir de nos désarrois collectifs

Pour le philosophe Bruno Mattéi, les Roms posent la question de la cohabitation impossible entre sédentaires et nomades.

Par BRUNO MATTÉI Philosophe et président de l'Université populaire et citoyenne de Roubaix

Il est des événements qui, à certains moments, exercent sur nous une «pression» telle que de ne pas les prendre en charge reviendrait à commettre une faute, ou pire encore un parjure. Formulons la proposition que nous vivons un «moment Rom» très chargé, aux trois sens que condense le mot : aujourd'hui, c'est bien le moment, avant il était trop tôt car dans l'histoire qui se fait on ne sait pas l'histoire qu'on fait. Mais si on laisse filer l'événement sans comprendre sa portée événementielle et transformatrice, il est trop tard. La fenêtre d'opportunité se referme et il nous reste plus qu'à assumer, si l'on peut, comme on peut - et parfois dans l'horreur - les effets de ce que nous venons de laisser s'échapper. Ce pourquoi le moment est aussi (et peut-être surtout), le «momentum» qui, selon l'étymologie, indique le poids, la gravité et, partant, l'aspect décisif d'avoir à agir plutôt que de se dérober.

C'est pour cela que nous avons nécessité de prendre la parole aujourd'hui pour tenter de prendre la meilleure mesure du débat dont nous avons besoin en ce moment. Et c'est là aussi que le point est de grande difficulté, car le débat doit aussi produire ce dont il a besoin pour avoir lieu. Comment faire ?

Polémiques. Peut-être commencer par se laisser guider par ceux-là mêmes que nous questionnons et dont nous disons à la cantonade qu'ils nous font «problème», eux, les Roms, «ces voyageurs pour lesquels est ouvert l'empire familier des ténèbres futures», selon les vers inspirés de Baudelaire dans son poème Bohémiens en voyage. Voir alors les Roms avec le regard dont ils nous font retour en désignant nos ténèbres futures, mais déjà tellement présentes qu'on les porte comme coutume et seconde nature. Surtout pas alors un débat où l'on continuerait à barguigner de polémiques complaisantes et miteuses, sur le point de savoir par exemple si les expulsions de Roms sous Hollande sont pires ou semblables que sous Sarkozy.

Pour éviter d'avoir à se dire que ce que l'un désire, l'autre ne le déteste pas, et de nous défilier à bon compte de la question du désir de Roms que nous avons nous, société civile, citoyens. Pas plus que de prétendre solder le débat à coup d'indignations, car même s'il y a lieu bien sûr de s'indigner, l'indignation peut, au mieux, être l'étincelle, mais elle ne saurait être le carburant pour ce si long voyage auquel nous convie nos voyageurs. Car l'indigné oublie dans son audace qu'il n'est pas lui-même hors champ, en dehors des ténèbres communes, et qu'à ce titre il aura déjà beaucoup fait s'il commence par s'indigner de ses propres ténèbres.

Sédentaire. Alors que pourrait être ce débat qui agirait en connaissance de cause et d'effets ? La question, qui vaut pour hypothèse initiale, pourrait se formuler ainsi dans sa rugueuse brutalité, il est vrai. De quoi les Roms sont-ils le non, de la drôle de guerre et même

aujourd'hui de la sale guerre que nous leur faisons pour qu'ils soient désignés, depuis «la nuit des temps» comme d'énigmatiques indésirables.

Car ils nous parlent de la plus vieille histoire que nous avons eue à connaître : celle de la cohabitation impossible entre des sédentaires que nous sommes devenus il y a environ trois mille ans (donc gens assis et rassis) et des nomades. C'est au fond toute la question de la genèse anthropologique de l'homme qui remonte à la surface, à la faveur - ou défaveur - des étés meurtriers entre 2010 et 2012. Pourquoi Caïn le sédentaire, a-t-il imposé sa loi et, de très loin, la loi de la «férocité» à Abel «la nuée», le nomade, porteur d'une possible fraternité ? Cette question, récusée par Caïn, quoique pas tout à fait, nous avons encore la possibilité de nous la poser.

Et si nous prenions la tournure de penser que les Roms ne nous font question que de nous-mêmes, qu'ils sont le miroir opportun d'avoir à nous retourner sur nos indéterminations, nos incuries et donc de nos désarrois collectifs, au risque de repérer et de frayer des pistes et des chemins d'erre secourables en ces temps.

Plutôt que le fardeau de l'homme blanc européen, (mixte grec et judéo-chrétien), les Roms sont à ce moment l'occasion d'accueillir la bénédiction (à condition de bien-dire) d'avoir à revisiter le texte de notre improbable humanité. Nous avons besoin d'un débat puissamment viral.

Libération, 18/10/2012

Naturalisation : l'UMP accuse Valls de «brader» la nationalité

Jean-François Copé, Eric Ciotti, Michèle Tabarot et Christian Estrosi montent au créneau pour dénoncer l'assouplissement des critères de naturalisation.

Eric Ciotti, secrétaire national de l'UMP à la sécurité, soutien de François Fillon pour la présidence du parti, a dénoncé jeudi l'assouplissement des critères de naturalisation annoncé par Manuel Valls, jugeant «irresponsable» et «dangereux» de «vouloir brader la nationalité française».

«Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a confirmé ce jour la volonté du gouvernement de revoir à la baisse les critères permettant d'accéder à la nationalité française», a déploré le député et président du conseil général des Alpes-Maritimes dans un communiqué.

«La France est un des pays les plus accueillants en matière d'immigration. Pour autant, ne peut pas être Français qui veut. La nationalité française doit se mériter et doit supposer un certain effort (...) Vouloir la brader comme le souhaitent les socialistes ainsi que leurs partenaires communistes et écologistes est totalement irresponsable et dangereux», a-t-il ajouté.

«Alors que Nicolas Sarkozy et François Fillon ont souhaité renforcer le parcours permettant d'accéder à la nationalité» avec «des critères précis tels qu'un certain niveau de maîtrise du français, une connaissance minimale de l'histoire de France et la signature d'une charte "des droits et des devoirs du citoyen", les socialistes voudraient transformer la citoyenneté française en une citoyenneté au rabais», dénonce encore Eric Ciotti.

De son côté, Jean-François Copé estime qu'il s'agit de la dernière étape d'une politique conduisant à «faciliter toutes les passerelles vers le communautarisme».

«Il défend des idées qui sont celles de l'UMP en matière de sécurité», a-t-il constaté. «Mais, a-t-il aussitôt ajouté, il y a juste un petit problème, c'est que cela fait quatre mois qu'il est en fonction et là où je commence à m'inquiéter, c'est quand je découvre des annonces qui consistent à assouplir de façon assez irresponsable les naturalisations».

«Et je me dis qu'il y a donc deux poids deux mesures, le discours ferme et une réalité qui est celle de la bonne vieille lune socialiste qui consiste à dire qu'être français, pas français c'est pareil, il suffit d'habiter en France et on aura les mêmes droits que les Français», a-t-il déclaré.

«Si on refait la somme de tout ce qui a été dit en matière d'immigration depuis le mois de mai dernier, qu'est-ce que l'on voit: les centres administratifs où l'on place les étrangers irréguliers, c'est terminé, l'assouplissement des critères de régularisation ont été annoncés cet été et la troisième étape, c'est aujourd'hui, l'assouplissement des critères de naturalisation», a résumé le candidat à la présidence de l'UMP.

«Cela veut dire qu'on est en train de faciliter toutes les passerelles pour un communautarisme qui va, dans les faits, se trouver sans avoir besoin de passer par le droit de vote dévolu aux étrangers non européen», a-t-il dit.

«C'est un glissement progressif de notre législation. On est en pleine crise, avec des tensions communautaires, des inquiétudes des Français dans tous les sens, et l'on voit un gouvernement socialiste par la voix de son ministre de l'Intérieur dire des choses pareilles, c'est très très inquiétant», a-t-il conclu

«Indignation»

La députée maire du Cannet Michèle Tabarot participe à une réunion publique, au Cannet, le 27 juin 2009. Le président du groupe UMP à l'Assemblée nationale Jean-François Copé a suggéré samedi que des "femmes relais" dialoguent avec les femmes portant le voile islamique intégral et leurs maris pour tenter de comprendre cette pratique qu'il a jugée "inacceptable". M. Copé participait à un meeting qui clôturait un colloque sur l'engagement des femmes en politique organisé par Michèle Tabarot. AFP PHOTO STEPHANLa déléguée générale de l'UMP Michèle Tabarot (photo AFP), qui soutient quant à elle Jean-François Copé pour la présidence de l'UMP, a elle aussi exprimé son «indignation» vis-à-vis de cette «grande braderie de la nationalité française».

Selon elle, «la gauche est en train de remettre en cause l'essence de l'intégration républicaine qui permet au terme d'un parcours exigeant de devenir Français».

«Demander à un étranger de connaître notre langue, notre culture, notre histoire, nos valeurs n'est pas une discrimination. C'est au contraire un message fort de la France, qui est prête à accorder sa nationalité dès lors que la personne concernée manifeste sa volonté et son adhésion au pacte républicain», ajoute la députée-maire du Cannet (Alpes-Maritimes).

Et d'enchaîner : «Après l'assouplissement des critères de régularisation des clandestins, le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales, cette nouvelle mesure inacceptable est une étape supplémentaire dans le plan caché de la gauche qui consiste à tout faire pour confisquer le pouvoir en séduisant le vote communautariste à défaut de conserver le vote populaire».

«Refusés ailleurs»

Pour Manuel Valls, affirme le député-maire de Nice dans un communiqué, «les critères de naturalisation sont ne pas parler français, ne pas avoir de ressources et donc vivre de l'assistanat, être sur le territoire français depuis très peu de temps et si possible avoir été en situation d'immigration irrégulière auparavant».

«La France n'a pas pour vocation d'accueillir tous ceux qui ont été refusés ailleurs», lâche-t-il encore.

Libération, 18/10/2012

Belgique

Le Soir

Un vote musulman aux élections communales ?

La carte blanche

Corinne Torrekens, docteure en sciences politique et sociale, FNRS, GERME, Université libre de Bruxelles.

Bruxelles-Ville, Molenbeek, Schaerbeek, Saint-Josse : à Bruxelles, les électeurs d'origine étrangère représentent une manne de voix importante dans une série de communes. Un vote forcément offert aux candidats de leur communauté d'origine ? Corinne Torrekens, docteure en sciences politique et sociale et chercheuse au FNRS et à l'ULB, analyse le vote de dimanche.

Le communautarisme s'est largement invité aux élections communales de ce dimanche. Preuve en est la victoire de la N-VA à Anvers, premier vote communautaire en Belgique, il faut le rappeler. Mais revenons-en à nos moutons. Le vote musulman a-t-il existé lors des élections communales de ce dimanche ? Non au sens où – tout comme pour d'autres communautés – le nombre de candidats d'origine musulmane a explosé.

Les personnes souhaitant exprimer un vote « communautaire » ont donc eu l'embarras du choix. Ainsi donc, le vote musulman s'est dispersé. Il n'empêche que des candidats ont pu bénéficier de leur campagne faite dans ou à proximité des mosquées et/ou de leurs réseaux « musulmans ». Mais ces candidats ne sont pas forcément eux-mêmes musulmans. Les voix de préférence de Philippe Moureaux (PS) et de Bernard Clerfayt (FDF), dans des communes bruxelloises très comparables de ce point de vue, respectivement Molenbeek et Schaerbeek, s'expliquent aussi par leur capital sympathie auprès de la population musulmane. Considérer que les musulmans votent nécessairement à gauche s'avère, par conséquent, simpliste, surtout aux communales, ne serait-ce que par cette affirmation appuyée sur une catégorisation religieuse ne prend pas en question leur positionnement sociologique de classe (et donc la question des discriminations socio-économiques). Mais, la surprise a été créée par les résultats du parti Islam (troisième refondation du parti Nour) qui – sur les trois listes et candidats présentés à la Ville de Bruxelles, à Anderlecht et à Molenbeek – obtient deux sièges dans ces deux dernières communes.

Les candidats Ahrouch Redouane et Ait Jeddig Lhoucine, qui ont sans doute bénéficié du soutien d'une partie de la communauté chiite, arrivent même 6e en termes de voix de préférence, Ait Jeddig Lhoucine ayant sans doute grignoté des voix au bourgmestre Philippe Moureaux dans son combat très serré avec la chef de file du MR, Françoise Schepmans. Malgré son programme aberrant (présentant par exemple des objectifs relevant d'autres niveaux de pouvoir) et son manque de moyens expliquant une campagne limitée à des distributions de tracts dans des lieux publics ciblés, Islam a très certainement bénéficié d'un coup marketing. Sa percée – à Bruxelles et à Anderlecht, il réussit mieux que d'autres listes alternatives même additionnées – témoigne aussi de la croissance de trois revendications au sein d'une partie de la communauté musulmane : les repas halal, les jours de congés et le port du foulard. A ce titre, on a pu observer une véritable attitude schizophrénique de l'ensemble des familles politiques traditionnelles sur cette question : refus de candidates voilées sur

certaines listes et pas dans d'autres, exclusion de certains candidats des sections locales pour avoir abordé le sujet, candidates faisant campagne avec leur voile mais se déclarant prêtes à l'enlever une fois élues, présentation de candidates mais impossibilité à arrêter une position commune claire sur la question, toutes les combinaisons ont été possibles cette année.

On le sait, le nombre de votes blancs et nuls est en augmentation par rapport à 2006, significativement dans les communes populaires où la population musulmane est importante. Si divers facteurs économiques et politiques viennent expliquer ce phénomène, le positionnement du Think thank Vigilance musulmane en faveur d'un vote blanc à Bruxelles et en Wallonie en raison des atteintes aux libertés fondamentales et qui a abondamment circulé sur les réseaux sociaux semble aussi avoir pesé lorsque l'on analyse à chaud les résultats.

Il reste un dernier enseignement à tirer du scrutin de ce dimanche : à Saint-Josse, Emir Kir, qui en 2006 avait vu lui échapper le mayorat alors qu'il arrivait en tête des voix de préférence, devient le premier bourgmestre issu de l'immigration turque d'une commune bruxelloise. La participation politique des personnes d'origine étrangère – et là, bien évidemment pas seulement musulmanes, entendons-nous bien – aux élections communales vient donc de franchir un cap et ne se limite plus à la présentation d'une liste de candidats. Alors, à quand une bourgmestre belge voilée ?

Le Soir, 16/10/2012, Corinne Torrekens

Molenbeek ne porte plus la moustache : un « choc » culturel

Eclairage

Molenbeek n'est pas une commune comme les autres. Trop souvent stigmatisée, caricaturée, l'entité n'en présente pas moins un profil « difficile » : une forte proportion de population islamisée, des quartiers où plus d'un jeune sur deux est sans emploi...

« Une zone de désespérance inouïe », commentait voici peu le sociologue Eric Corijn (VUB), dans *Le Soir*. C'est une femme, désormais, une réformatrice, qui préside aux destinées de la commune. Un défi particulier, pour Françoise Schepmans ? « La question n'est pas de savoir si une femme serait moins prédisposée qu'un homme à gérer une commune comme Molenbeek, commente la politologue Corinne Torrekens (ULB), spécialiste de l'islam. Nous ne sommes pas, ici, face à un défi lié au genre, mais face à un choc politique et culturel ».

Premier choc, aux yeux de notre interlocutrice : « La rupture avec les réalités du terrain... On peut sans doute faire beaucoup de reproches à M. Moureaux, mais certainement pas celui d'être coupé de sa population. Il a réussi, en 20 ans, à tisser un réseau de relations impressionnant avec tous les acteurs de la vie communale. Il a pacifié sa commune. Molenbeek a certes été ébranlée par des émeutes, mais Philippe Moureaux est toujours parvenu à maîtriser la situation, notamment parce qu'il bénéficie d'un capital sympathie auprès des communautés musulmanes, et notamment auprès d'une population jeune, « désaffiliée », qui ne fréquente plus l'école ni les mosquées, qui est privée de travail, qui n'a pas de perspective d'avenir. Françoise Schepmans ne peut compter ni sur l'ancrage de terrain de Philippe Moureaux ni sur son ascendant sur les communautés musulmanes ».

La nouvelle majorité MR-CDH-Ecolo lui reproche précisément cette gestion « clientéliste »... « Philippe Moureaux a une vision socialiste à l'ancienne, confiait Françoise Schepmans au *Soir*, voici quelques années. Je ne sais pas s'il faut une carte de parti pour travailler à Molenbeek, mais une carte de fidélité, certainement. Il sait placer ses pions dans les sphères d'influence. C'est quelqu'un qui aime les "Yesmen" ».

« Une gestion pragmatique »

« Ce n'est certainement pas un modèle de gestion parfait, mais c'est celui qui fonctionne le mieux face à une population métissée, nuance Corinne Torrekens : Philippe Moureaux a su gérer avec pragmatisme les implantations de mosquées, les problèmes liés à l'abattage rituel, etc. Il misait beaucoup sur une structure informelle, le Conseil consultatif des mosquées, qui est composé d'hommes d'un certain âge... Auront-ils la même relation de confiance avec Françoise Schepmans ? Conservera-t-elle seulement ce relais informel avec les populations musulmanes. La question reste, pour l'heure, sans réponse ».

Le second « choc », aux yeux de l'experte, est d'ordre idéologique : « Françoise Schepmans est une mandataire du MR, parti qui a pris les positions les plus tranchées, ces dernières années, sur le port du voile à l'école ou le port du voile intégral sur la voie publique, ainsi que d'autres questions qui sont parfois interprétées comme hostiles aux musulmans... Ces derniers se demandent légitimement si la commune ne va pas changer d'attitude à leur égard.

Qu'advient-il, par exemple, du projet d'agrandissement de la mosquée Al-Khalil, une des plus importantes de Bruxelles ? Et qu'en sera-t-il du permis de bâtir accordé aux responsables de la mosquée africaine de la commune ? »...

Comme en écho aux interrogations de la politologue, le jeune prédicateur salafiste Azaouaj Iliass réagissait, hier, sur Tweeter : « *Je ne suis pas d'accord sur tout avec Philippe Moureaux, mais sans lui et avec le MR au pouvoir, on a de quoi s'inquiéter !!!* ».

Les chiffres

95.092

Molenbeek est la 11^e ville la plus peuplée du Royaume, avec 95.092 habitants, au 1^{er} août 2012.

34.000

C'est le nombre de musulmans que compte la commune, selon les estimations du sociologue Jan Hertogen.

27 %

C'est le taux de chômage masculin, à Molenbeek. Il grimpe à 31 %, chez les femmes.

41 %

C'est le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans, à Molenbeek. Contre une moyenne de 33 % en Région bruxelloise.

Le Soir, 17/10/2012, Ricardo Gutierrez

L'assuré s'était marié en gris

Touria avait 29 ans. Elle est décédée en juillet 2007, écrasée par un camion alors qu'elle roulait à vélo sur le ring de Malines. Une histoire dramatique qui aboutit aujourd'hui devant les tribunaux, comme le rapporte *Het Laatste Nieuws*. En cause : une affaire de fraude à l'assurance sur fond de mariage « blanc ».

Touria vivait au Maroc. En 2005, elle a épousé Ahmed, aujourd'hui âgé de 49 ans. Une union arrangée pour permettre à la jeune femme de venir en Belgique, selon le parquet de Malines. Pour accepter d'endosser le rôle d'époux, Ahmed aurait reçu 11.000 euros de la part de ses beaux-parents.

Deux ans plus tard, Touria perd la vie au terme d'une longue hospitalisation. Après le drame, son époux se tourne alors vers la compagnie Allianz Belgium NV afin de toucher l'assurance-vie (104.000 euros). Mais son comportement intrigue : le couple n'aurait jamais vécu ensemble ; le veuf n'est jamais venu lui rendre visite à l'hôpital ; il ne semble guère endeuillé et lors des funérailles organisées au Maroc, il brille par son absence...

Entre-temps, Ahmed a touché une avance de 10.000 euros. La compagnie décide alors de déposer plainte. Et le parquet d'ouvrir finalement une enquête.

L'époux est inculpé pour faux. Il risque six mois de prison et 550 euros d'amende. L'intéressé nie tout en bloc. La compagnie, elle, veut récupérer les 10.000 euros. Cette arnaque à l'assurance sur fond de mariage blanc ? Il s'agirait d'une première en Belgique, selon Assuralia.

Le Soir, 17/10/2012, Hugues Dorzée

La Libre Belgique

Ben Hamidou libère les femmes

DABA MAROC Le comédien porte à la scène « La civilisation, ma mère ! » de Driss Chraïbi

Lorsque nous l'avons rencontré, en septembre, à l'occasion du lancement du festival Daba Maroc, Ben Hamidou se félicitait, humblement, d'attirer dans les salles un public extrêmement varié. Nous l'avons constaté samedi, lors de la représentation de son tout nouveau spectacle, *La civilisation, ma mère !*, à la Maison des cultures et de la cohésion sociale de Molenbeek : pour y assister, des Blancs, des Beurs, des jeunes (même des enfants !), des moins jeunes, des hommes, des femmes... avaient fait le déplacement.

« *Pendant mes spectacles, parfois, certains rient et d'autres non, ou à d'autres moments, poursuivait-il alors. Les uns ne comprennent pas forcément pourquoi les autres rient, mais ce qui compte, c'est qu'ils veulent le savoir.* » De fait, l'humour est un jeu de références. Il peut donc passer différemment en fonction de celui qui le réceptionne.

Ainsi, dans *La civilisation, ma mère !*, un roman de Driss Chraïbi (auteur marocain de langue française) adapté pour la scène par Ben Hamidou et son complice de toujours, Gennaro Pitisci, certains rient des évocations des scènes de la vie quotidienne au Maroc. D'autres plutôt des imitations (volontairement caricaturales) des mères méditerranéennes. D'autres du bruitage de la radio ou des mimiques élastiques du comédien... Mais ce qui est sûr, c'est que (presque) tout le monde rit. Ben Hamidou a le chic pour emballer son public. A peine fait-il mine de lisser ses imaginaires cheveux longs que, ça y est, le voilà dans la peau de cette femme, mariée à treize ans, mère de deux garçons, dont Driss Chraïbi raconte l'histoire.

Cette femme, qui a craint son mari « *qui aurait pu être son père* » avant de s'habituer à sa présence, ne sortait pour ainsi dire jamais de son foyer. Mais un jour, ses deux fils ont décidé de lui faire découvrir le monde au-delà des murs de la cuisine. D'abord en y faisant entrer une radio. Ensuite en lui offrant des chaussures (rouges à talons !) et en la guidant dans la rue, au cinéma, etc.

Drôle parce que porté et « mis en rires » par Ben Hamidou, ce texte assez court (la pièce dure une heure) est une véritable ode à la liberté. Celle qui s'apprend. Se découvre. S'apprivoise, pas à pas. Décomplexé et décomplexant, *La civilisation, ma mère !* remet par ailleurs sans en avoir l'air quelques pendules à l'heure. Sur la normalité. La culpabilité. La loyauté. Et la liberté, encore et toujours.

Mis en valeur par une mise en scène minimale (un seul tabouret pour accessoire), Ben Hamidou soutient ce texte avec convictions et émotions. Comme l'humour, elles passent en fonction de ce que chacun a en lui, dans la salle.

Du 16/10 au 20/10, Halles de Schaerbeek, 22A rue Royale Sainte-Marie, 1030 Bruxelles, 02/218.21.07, www.halles.be Du 14/11 au 16/11, Théâtre royal de Namur, 2 place du Théâtre, 5000 Namur, 081/22.60.26, www.theatredenamur.be

PORTRAIT

Drôle et engagé

Souvent, Ben Hamidou est placé dans la catégorie « humoriste ». Et c'est vrai qu'il est drôle, l'artiste. Il faut le voir parodier des chants d'église (pour un rôle !), imiter différentes mamans dans *La civilisation, ma mère !* ou encore délirer avec Zidani dans *La Maroxelloise, agence de voyages*. Pour autant, Ben Hamidou réfute, à raison, cette étiquette. Car s'il les rend légères, par leur ton, ses pièces ne sont certainement pas « que » drôles. Que ce soit dans *Gembloux, à la recherche de l'armée oubliée* (sur la participation des Marocains à la seconde guerre mondiale), *Sainte Fatima de Molem* (sur son enfance à Molenbeek), *Moudawana Forever* (sur l'égalité hommes femmes) ou aujourd'hui avec *La civilisation, ma mère !* (sur l'émancipation des femmes), il s'interroge en permanence (et son public avec lui) sur des questions de société qui le taraudent. Engagé, notamment contre les clichés qui stigmatisent Molenbeek, « sa » commune, le comédien s'est fait connaître en donnant des ateliers dans des quartiers défavorisés. Et sur grand écran, on l'a vu dans *Les Barons*, de Nabil Ben Yadir. Rappelez-vous, il jouait l'imam...

Le festival se poursuit jusqu'à fin novembre

Daba Maroc continue

Les événements se suivent mais ne se ressemblent pas en Communauté française.

Dabateatr citoyen. La semaine du Dabateatr citoyen est organisée chaque mois à Rabat. Le metteur en scène Jaouad Essounani et le dramaturge Driss Ksikès proposent soirées musicales, nouvelles écritures et mises en scène de l'actualité. Un exercice multiple auquel ils se prêteront, un mois durant, dans les salles du plat pays. A Charleroi (du 16 au 18/10), Bruxelles (23 et 25/10), Malines (30/10 et 1/11) et Mons (10 et 12/11).

La vie c'est comme un arbre. Ce spectacle dédié à la première génération d'immigrés marocains en Belgique est à voir le 26/10 à Comines-Warneton et du 1er novembre au 1er décembre au Théâtre de la Toison d'Or.

Rêv-Illusion. Taoufiq Izeddiou présente une étape de travail de son plaidoyer pour la liberté d'expression au lendemain du printemps arabe. Le 8 novembre à Charleroi.

La Libre Belgique, 15/10/2012, Adrienne Nizet

Rachid Madrane remplacera Emir Kir au gouvernement bruxellois

Sur le plan local, il est échevin dans la commune d'Etterbeek et a été réélu dimanche dernier.

Vingt-quatre heures après l'annonce du départ d'Emir Kir du gouvernement bruxellois, le PS a désigné mercredi le député fédéral Rachid Madrane pour le remplacer. Le futur secrétaire d'Etat à la Propreté publique et à l'Urbanisme prendra ses fonctions au moment de la mise en place des nouveaux collègues échevinaux, début décembre.

Entouré de l'ancien et du nouveau secrétaire d'Etat, le président de la fédération bruxelloise du PS Rudy Vervoort a souligné qu'il avait préféré ne pas attendre pour annoncer ce changement.

La décision a été prise très rapidement, de l'aveu Rachid Madrane, informé du choix du Vice-président du PS une heure avant sa présentation à la presse.

Agé de 44 ans et licencié en journalisme, Rachid Madrane est député fédéral depuis juillet 2010. Ce militant socialiste de longue date a siégé au parlement bruxellois de 2004 à 2009 où on lui doit une ordonnance sur la lutte contre les discriminations à l'embauche.

Au sein du Parti Socialiste, Rachid Madrane a collaboré avec Philippe Moureaux à la fédération bruxelloise du PS dont il a été le porte-parole, et avec Laurette Onkelinx.

Sur le plan local, il est échevin dans la commune d'Etterbeek et a été réélu dimanche dernier.

"Je mesure la confiance qui m'est faite, et ma responsabilité. Elevé dans le goût de l'effort, je sais ce que ce pays m'a donné, ce que la Région bruxelloise m'a apporté, et ce que je leur dois", a-t-il dit.

La Libre Belgique, 17/10/2012, Rédaction en ligne

Deux dirigeants de mosquée au tribunal ?

Le ministère public a demandé le renvoi en correctionnelle de deux dirigeants de la mosquée de Saint-Gilles, mardi, devant la chambre du conseil de Bruxelles.

Le président et le secrétaire général du Centre islamique El Mouhsinin, qui gère notamment la mosquée de Saint-Gilles, sont soupçonnés de détournement d'argent au préjudice de membres de cette ASBL religieuse.

Le ministère public a demandé le renvoi des intéressés devant le tribunal correctionnel pour diverses préventions de détournement d'argent, mais pas pour les préventions de faux et d'usage de faux.

Les deux dirigeants, eux, ont contesté l'intention délictueuse.

Ils admettent qu'il n'y avait aucun ordre dans leurs comptes mais ils n'ont jamais eu l'intention de s'approprier les dons des fidèles, ont-ils soutenu.

Pour la partie civile, constituée de sept personnes fréquentant la mosquée de Saint-Gilles, il est clair que les deux responsables ont cherché à détourner de l'argent. Ces personnes avaient commencé à avoir des doutes sur l'honnêteté des dirigeants de la mosquée après que ceux-ci eurent refusé de leur montrer les comptes de l'ASBL. Ils n'avaient notamment pas pu avoir d'informations sur la destination de l'argent récolté lors d'une collecte en faveur du peuple palestinien, estimée à plus de 30 000 euros.

La partie civile s'était également aperçue que l'ASBL El Mouhsinin n'avait jamais déposé ses comptes annuels au tribunal de commerce, selon la règle concernant les associations sans but lucratif.

La chambre du conseil rendra son ordonnance le 13 novembre prochain.

La Libre Belgique, 17/10/2012, Belga

Et vive la liberté !

Halles de Schaerbeek

Arrivée il y a vingt ans en France, Tata Milouda mêle ses sketches sur les petits riens du quotidien, ses slams et ses récits de vie à la voix de la chanteuse algérienne Samia Diar. Dans le cadre de Daba Maroc.

La Libre Belgique, 17/10/2012, Wendy Mertens

Le jeu de chaises musicales commence

Emir Kir remplacé par Rachid Madrane. Le PS veut tourner la page.

Le PS de Bruxelles, lourdement mis sous pression en interne comme par les médias, n'a pas tardé à agir. C'est en quelques heures que fut goupillé le remplacement d'Emir Kir au gouvernement bruxellois. Le nouveau bourgmestre de Saint-Josse cède son secrétariat d'Etat à la Propreté et à l'Urbanisme au député fédéral Rachid Madrane. Une surprise pour ce dernier. Élu à la Chambre en 2010, Rachid Madrane fut député bruxellois entre 2004 et 2009. Un fauteuil qu'il a plutôt occupé avec dynamisme. Il connaît bien les dossiers bruxellois et est également échevin à Etterbeek. Il y a, en outre, réalisé un beau score personnel lors du scrutin de dimanche. Le témoin lui fut passé par Emir Kir hier en fin d'après-midi lors d'une conférence de presse convoquée quelques heures plus tôt.

C'est que la Fédération bruxelloise du PS se devait d'envoyer un signal après l'incroyable vaudeville déclenché par l'éviction par les socialistes de Joëlle Milquet de la majorité à la Ville de Bruxelles. On l'a vu, la facture fut payée par Philippe Moureaux à Molenbeek. Au profit du MR et avec le soutien du CDH et d'Ecolo. Deux partis qui ont manifestement décidé de s'émanciper clairement de la logique de l'alliance PS-CDH-Ecolo qui leur collait aux basques et qui était en préparation à Molenbeek.

Il y eut aussi, et cela nous ramène à l'épisode d'hier, le coup de force d'Emir Kir à Saint-Josse. Celui-ci, se prévalant d'un plébiscite réel aux élections, n'a pas hésité à rompre un accord avec le bourgmestre sortant Jean Demannez (PS) qui laissait à ce dernier son poste jusqu'à la fin de la législature régionale (2014). Au départ, Emir Kir souhaitait que Jean Demannez soit son faisant-fonction jusque là, ce qu'il a refusé. Le patron de la Fédération bruxelloise du PS, Rudi Vervoort, a fini par régler cette affaire en imposant à Emir Kir de prendre ses fonctions mayorales directement, ce qui explique l'arrivée de Rachid Madrane. Au sein du PS, on assure que Rudi Vervoort prend ses responsabilités. Mais tout cela fait désordre alors que suite à l'épisode Milquet, les autres partis n'hésitent plus à s'entendre contre le PS. Ce bien sûr au bénéfice de son principal rival : le MR. Au passage, Emir Kir a froissé à l'intérieur du parti où l'on n'aime pas trop les accords foulés aux pieds. Bref, ça chauffe dans la maison socialiste.

Hier, une réunion au plus haut niveau s'est tenue au boulevard de l'Empereur, au siège du parti, histoire de remettre les pendules à l'heure et de réorganiser la communication du parti. Objectif : tourner la page, se débarrasser de certains esprits revanchards et faire en sorte que tout le monde marche dans le même sens au sein de la Fédération bruxelloise. Mais nul doute que, à un an et demi des élections législatives et régionales, ces communales laisseront des traces dans l'appareil. Pour l'anecdote, signalons que le retour d'Emir Kir comme député bruxellois devrait faire sortir Catherine Moureaux, la fille du futur-ex-bourgmestre de Molenbeek, du Parlement régional. Elle fut élue via la suppléance en 2009.

Le PS doit encore gérer un autre départ, celui du ministre-Président Charles Picqué. Il devrait quitter ses fonctions au début de l'année prochaine, répète-t-il.

Le CDH se montre quand à lui moins pressé de remplacer le ministre bruxellois de l'Emploi, Benoît Cerexhe, futur bourgmestre de Woluwe-Saint-Pierre. Pour l'heure, c'est la députée ucquoise Céline Fremault qui est la principale personnalité pressentie pour ce faire.

La Libre Belgique, 18/10/2012, Mathieu Colleyn

Un gendre idéal aux dents longues

Le nouveau bourgmestre de Saint-Josse est un homme ambitieux et prudent.

Portrait

Quelque chose de Guy Cudell. C'est ce qu'il aimerait qu'on voie en lui depuis que les circonstances l'ont amené à décrocher ce poste occupé pendant un demi-siècle par son mentor. Guy Cudell... L'homme qui, tel un monarque ou un empereur, présida aux destinées de Saint-Josse jusqu'à sa mort, en 1999, se doutait-il que ce jeune fils d'immigré gravirait un jour les échelons jusqu'à l'ultime sommet, allant jusqu'à détrôner l'un de ses plus fidèles lieutenants?

Jean Demannez, puisqu'on parle de lui, aura tout fait pour l'en empêcher. La haine que se vouent les deux hommes ne date d'ailleurs pas d'hier. Mais le "putsch" de mardi, ou la "conquête" du maïorat de Saint-Josse par Emir Kir en aura mis plus d'un mal à l'aise au PS bruxellois.

Il est vrai que d'ordinaire, le linge sale s'y lave en famille. Les luttes fratricides se règlent dans l'ombre, à l'abri des micros et des caméras. Or les propos tenus ces 48 dernières heures dans les médias ont brisé tous les tabous, en particulier au sujet du fameux "vote communautaire", qui serait à l'origine de cette ascension politique. "Il n'est pas facile pour un ancien Belge d'accrocher des voix à Saint-Josse" a osé Jean Demannez. "Emir Kir a été élu sur d'autres bases qu'un bilan. Il n'a pas eu l'occasion de travailler sur Saint-Josse puisqu'il était ministre."

Le vote ethnique. Ce qualificatif qui colle à la peau comme une tache indélébile et qui sèmera toujours le doute quant aux compétences réelles de celui qui est supposé en bénéficier... Le nouveau bourgmestre de Saint-Josse n'en serait-il vraiment que le pur produit?

Emir Kir naît le 17 octobre 1968 à Charleroi dans une famille ouvrière d'origine turque. Quarante-quatre ans depuis hier donc, dont 35 passés à Saint-Josse, commune où ses parents déménagent en 1977, persuadés que les conditions économiques seront meilleures pour leurs enfants dans la capitale. Ses origines modestes joueront un rôle considérable dans son engagement politique. "Mon père m'a transmis le sens du devoir d'être utile, d'avoir une responsabilité sociétale", explique-t-il. "Et quand on est fils d'ouvrier, on est forcément proche des gens." C'est sa rencontre avec Guy Cudell qui le convaincra de se lancer corps et âme dans la chose publique. Guy Cudell, "ma plus grande source d'inspiration", avoue Emir Kir. Celui qui est à l'origine de son adhésion au PS, en 1995, et de ses premiers pas en politique. Echevin des Affaires sociales en 2000, secrétaire d'Etat à la Propreté depuis 2004, Premier échevin empêché en 2006, sa carrière politique est un sans-faute jusqu'à présent. Bourgmestre depuis hier, Emir Kir occupera-t-il le poste aussi longtemps que ne l'a fait son père spirituel? Tout dépendra du parti, dit-il. "Je suis un fidèle serviteur."

Ceux qui le cotoient dans le sérail politique bruxellois sont unanimes à son sujet. Derrière son côté gendre idéal et sa connaissance des dossiers se cache une ambition démesurée, entretenue par une cour d'admirateurs qui le confortent dans sa quête du pouvoir. "Le succès lui est

monté à la tête", témoigne une personnalité politique bruxelloise. "Le maïorat de Saint-Josse n'est qu'une étape pour lui, il se voit déjà ministre-président. Ce qu'il ne voit pas, c'est qu'il n'a pas la carrure d'un Charles Picqué ou d'une Laurette Onkelinx pour arriver à ce poste."

Le monde politique est féroce. Mais les médias peuvent l'être aussi. En conférence de presse, ou en interview, l'homme est d'ailleurs maître dans l'art du discours policé. Jamais un mot de travers, jamais une imprudence, ou une phrase qui pourrait prêter à confusion. Une histoire de signature sur une pétition pour que soit supprimée une stèle à la mémoire des victimes du génocide arménien a pourtant sérieusement écorné son image, et lui a valu un procès avec notre confrère Mehmet Koksal.

Hier encore sur les ondes de la Première, l'homme a esquivé les accusations de négationisme. "C'est aux historiens de trancher", a-t-il répondu. Mais faute d'avoir pu mettre un terme définitif à la polémique, Emir Kir devra désormais convaincre dans sa nouvelle fonction. Largement plébiscité par les tenodois, il lui reste six ans pour prouver que Guy Cudell aurait trouvé en lui son héritier.

La Libre Belgique, 18/10/2012, Grégoire Comhaire

Démocratie attrape-mouches

Le Maroc contemporain invité au Palais des Beaux-Arts pour Daba. Petite expo conceptuelle, mais qui éclaire le nouveau monde culturel arabe.

Sur le mur, on découvre le mot "démocratie" écrit en arabe avec des collants attrape-mouches comme on en voyait jadis dans nos cuisines. C'est une œuvre typique de l'artiste marocain Faouzi Laatiris (né en 1958 à Imilchil et enseignant à Tétouan). Figure tutélaire de l'art contemporain au Maroc, il questionne la ville ou la situation de son pays en utilisant des objets du quotidien avec force mais avec une rare simplicité. Ce mot "démocratie" en attrape-mouches est sa vision des printemps arabes qui ont enflammé l'opinion au nom de la démocratie mais au profit des islamistes. Le mot était un piège.

Devant, une pièce appelée le "socle du monde", un assemblage de dizaines de briquets frappés des drapeaux du monde, une vision de notre Terre morcelée en pays prêts à s'enflammer comme des briquets au nom des nationalismes. Plus loin, à nouveau une idée toute simple : un vers du grand poète Mahmoud Darwich soumis à des traductions automatiques successives par Google jusqu'à revenir au français mais tout transformé. La beauté poétique du début n'est plus que slogan sans âme. C'est à nouveau sa vision pessimiste sur le rôle d'Internet et de Facebook pendant les printemps arabes. Ils ont relayé des idées en les déformant peu à peu pour les rendre méconnaissables.

Le Palais des Beaux-Arts, à Bruxelles, présente deux artistes importants du Maroc d'aujourd'hui dans le cadre du festival Daba. Deux petites expos gratuites, conceptuelles, pas toujours faciles d'accès. Elles demandent, au-delà de la simplicité des formes, d'en chercher le sens. Ainsi de ces formes très lisses et géométriques de Faouzi Laatiris qui sont les découpes des façades aveugles de sa ville. Ou de son travail subtil auprès des publics scolaires sur les livres pour enfants qui font un lien subliminal avec la situation politique au Maroc.

L'autre artiste est Hassan Darsi, né en 1961 à Casablanca et que nous avons longuement présenté dans le numéro spécial de "La Libre Culture" consacré à Daba, le 3 octobre dernier. Son travail peut prendre des formes multiples : installations, vidéos, sculptures, applications de feuilles d'or, mais toujours en lien avec les lieux où il travaille. Un artiste engagé qui vient interroger l'espace urbain et la ville, questionner notre monde. On suivra par exemple ses deux performances mises en vis-à-vis où l'artiste court dans des lieux déshérités : un hôtel abandonné près de Casa et un village (avec une rue de l'Enfer !) près de Mons. Le corps de l'artiste met en lumière l'inhumanité de nos villes. Il faut aussi lire tous les documents rassemblés sur le grand projet de sauvetage du parc de l'Hermitage à Casa, où l'art et le travail en commun des habitants a permis de sauver ce lieu. Entre autres avec une maquette (à Beaubourg maintenant) faite d'objets du parc et qui se veut "*le prototype de l'irresponsabilité*".

Un autre des projets au long cours d'Hassan Darsi est de recouvrir des objets de feuilles d'or. Ainsi, à Tenerife, il a recouvert d'or de gros rochers face à la mer, là où arrivent les immigrés clandestins après avoir risqué leur vie. Un film et des photos montrent cette performance. Il nous disait : "*Je prends comme outil visuel ce qui est le plus représentatif de nos sociétés,*

c'est-à-dire l'argent symbolisé par l'or. Je prends cette symbolique et je la malmène, je la mets dans des contextes dangereux. A Tenerife, c'est bien sûr l'opposition entre l'arrivée de ces immigrants pauvres et l'or de nos sociétés qui est mise en lumière."

Quand un vieux lion est malmené dans le pitoyable zoo de Casa, il s'empresse de rassembler, en guise de performance, tous les objets rappelant le lion, depuis le sigle Peugeot, jusqu'à des bonbons. Un activisme très politique, ancré sur le local et très poétique. Il nous disait : *"Il existe bien évidemment un lien entre art et politique. Je n'envisage pas l'art autrement que comme une poésie, un cri, une prise de position."*

Hassan Darsi et Faouzi Laatiris à Bozar, Bruxelles, jusqu'au 13 janvier

La Libre Belgique, 19/10/2012, Guy Duplat

Ah, vous les Beeelges

Venue de Rabat, une expérience de retour aux sources d'un théâtre citoyen.

C'est une expérience singulière, une aventure, à laquelle nous convie le Festival Daba Maroc. A Rabat, elle dure depuis 4 ans et renoue avec les sources mêmes d'un théâtre citoyen impliquant les habitants d'une ville et parlant avec un humour communicateur de leurs problèmes. Le "Dabateatr citoyen" nous présente ce cheminement en le réalisant en Belgique, à l'occasion de Daba. Le résultat vient d'être montré au théâtre de l'Ancre à Charleroi. Il ira ensuite aux Halles à Bruxelles (du 23 au 25-10), à Malines (du 30-10 au 1-11) et, enfin, au Manège à Mons (du 10 au 12-11). Pour des soirées qui sont comme un *work in progress*, où les spectateurs participent. Des soirées pleines d'humour, de réflexions et d'humanité.

Le "Dabateatr citoyen" est une compagnie, un concept, une aventure artistique initiée par le metteur en scène Jaouad Essounani et l'écrivain Driss Ksikès. Chaque mois, il présente à Rabat, dans une petite salle comble, ses nouvelles "infos au théâtre" ("L'khbar flmasrah") en arabe. Avec une troupe de comédiens à l'entrain communicatif, il évoque les problèmes du pays, les aléas du mouvement du "20 février" de contestation du pouvoir, ou tout ce que l'actualité apporte et cela, avec une grande liberté de ton.

Chaque mois, le processus est le même : un atelier d'écriture dirigé par Driss Ksikès invente une forme théâtrale aux réflexions sur l'actualité. Et ensuite, on le joue et on discute.

Ce n'était pas évident de montrer ce concept en Belgique, mais il était intéressant de tenter de le faire pour montrer comment le Maroc d'aujourd'hui innove dans les formes artistiques.

Cinq acteurs réguliers de la compagnie, Jaouad Essounani et Driss Ksikès, sont donc venus en Belgique. Driss Ksikès a animé un atelier d'écriture avec huit participants belges, souvent d'origine étrangère (parmi eux, le metteur en scène flamand Ruud Gielens). Ils sont partis d'une actualité du moment qui était l'idée de supprimer le mot "allochtone" du vocabulaire de la presse. De là, le débat est devenu : "*Tu es l'Autre ? Et l'Autre, c'est qui ?*" Pendant une semaine, les participants ont rédigé de nombreux textes sur ce thème que Driss Ksikès a dû couper et réassembler.

Au final, on a une suite de petits sketches joués par les cinq bons acteurs marocains habitués à cet exercice (ils n'étaient jamais venus en Belgique), accompagnés à Charleroi par l'actrice Viviane Thiébaud (d'autres acteurs viendront s'y joindre dans les autres villes). On y parle parfois avec l'accent belge ("*ah, vous les Beeeelges* "), de la fin possible de la Belgique, de ce que c'est qu'être belge (un texte très drôle inspiré du "*célèbre parcours d'intégration* "), un texte qui démonte aussi avec humour les stéréotypes sur l'immigré qui n'est pas forcément affamé et venu par la mer. Belges et "allochtones" se flairent les uns les autres comme des animaux et la Marocaine rêve d'être enterrée sur le sommet de la butte de Waterloo pour être plus près du lion (de l'Atlas sans doute). Les actrices interpellent le public, lui offrent des bières, tentent de secouer ses idées sur l'Autre.

Bien sûr, le tout garde un air d'inachevé, inévitablement, car c'est l'autre face de la spontanéité du projet. Comment faire autrement quand le concept veut qu'on n'ait qu'une

semaine pour écrire un texte et une semaine pour le monter (à Charleroi, le texte fut mis en scène par Virginie Strub, artiste associée au Théâtre de l'Ancre) ? Mais on sent bien l'intérêt que peut avoir une telle forme qui travaille à "chaud" sur l'actualité en la métamorphosant en forme artistique. Comme à Rabat, ces soirées belges sont chaque fois suivies d'un débat d'une heure avec la salle, dans une ambiance bon enfant et éclairante. Un débat qui fait partie intégrante de la démarche et qui permet aux spectateurs belges de dialoguer avec des artistes actuels du Maroc qui remuent nos idées préconçues.

Cette intéressante expérience théâtrale se poursuit de manière originale puisqu'à chaque étape en Belgique, d'autres metteurs en scène et d'autres acteurs belges sont invités à y participer : aux Halles, le texte sera mis en scène par Ruud Gielens ; à Malines, par Julie Van den Berghe ; et enfin, à Mons, par Gianfranco Covino.

Infos sur www.dabamaroc.be

La Libre Belgique, 19/10/2012, Guy Duplat

La venue d'Abdellatif Laâbi : "L'Œil du cœur"

Littérature. Abdellatif Laâbi, né à Fès en 1942, est sans doute le plus important auteur marocain vivant. Ecrivain et poète, il a fondé en 1966 la revue "Souffles" qui jouera un rôle considérable dans le renouvellement culturel au Maghreb. Son combat lui vaut d'être emprisonné de 1972 à 1980. Il s'est exilé en France en 1985. Il reçoit le Prix Goncourt de la Poésie en 2009 et le Grand Prix de la Francophonie de l'Académie française en 2011.

Il vient dans le cadre de Daba, aux Halles, le 26 octobre, pour un récital de poésie et un concert, "L'Œil du cœur", construit autour de son univers poétique. Abdellatif Laâbi interprétera lui-même ses textes, entouré des créations musicales de Driss El Maloumi et des chants de Naziha Meftah. Parole nue du poète, textes portés par le chant, performances musicales se prêtent attention, dialoguent, s'aimantent jusqu'à s'unir dans un même élan de plénitude créatrice. "L'Œil du cœur" a été donné en première au Festival des musiques sacrées de Fès, en mai 2010.

"L'Œil du cœur", aux Halles de Schaerbeek, le 26 octobre à 20h30. Infos : www.dabamaroc.be

La Libre Belgique, 19/10/2012, Rédaction en ligne

Espagne

Obama y Romney muestran sus diferencias en materia de inmigración

El segundo debate electoral entre los candidatos Barack Obama y Mitt Romney vivió uno de sus momentos más intensos -y también más comentados- cuando la joven hispana Lorraine Osorio lanzó su pregunta: qué haría cada candidato para mejorar las condiciones de los millones de jóvenes indocumentados que residen en Estados Unidos. A partir de ahí, los dos aspirantes se enzarzaron en un cruce de acusaciones por cambios de opinión sobre leyes de inmigración, la reforma que no acometió Obama y cómo lucharía cada uno contra la entrada ilegal de personas en el país. En su mente estaban los 24 millones de votantes hispanos que pueden decidir el resultado de las elecciones del próximo 6 de noviembre.

Romney, después de algunas dudas a la hora de pronunciar el nombre de la joven, respondió que EE UU es un país de inmigrantes y que él les da “la bienvenida”, pero que debe luchar también contra la entrada ilegal de personas en el país. “Hay cuatro millones de personas esperando para entrar de manera legal y los que vienen ilegalmente les quitan el sitio, así que no daré una amnistía para los que accedieron ilegalmente”, respondió.

El candidato republicano no eligió la palabra “amnistía” de manera aleatoria: es el término preferido por los miembros de su partido para criticar cualquier propuesta que cree un proceso de regularización de indocumentados. Aunque, para evitar nuevas asperezas con un electorado hispano cada vez más consolidado en torno a la candidatura demócrata, reiteró su apoyo al Dream Act -un proyecto de ley para regularizar a jóvenes indocumentados que accedan a la universidad o al Ejército- y a la reforma migratoria.

“Los niños que llegaron aquí de manera ilegal deberían disponer de un proceso para convertirse en residentes legales y el servicio militar es una de las posibilidades”, dijo Romney. “Cuando el presidente se presentó a las elecciones dijo que crearía una reforma en su primer año de mandato para proteger la inmigración legal e impedir la ilegal, pero no lo hizo”.

Obama, que ya reconoció hace dos semanas que esa falta de legislación es uno de los grandes arrepentimientos de su mandato, aprovechó inmediatamente para destacar algunas de las contradicciones de Romney en los últimos meses. “El gobernador acaba de decir que él también quiere ayudar a esos jóvenes, pero durante las primarias republicanas dijo que vetaría la ley de Dream Act. Toda su estrategia se basó en defender que iba a promover las autodeportaciones, que haría la vida de los indocumentados tan miserable que se acabarían marchando”, defendió el presidente. “Incluso dijo que la ley de Arizona es un modelo para todo el país, pero parte de esa legislación afirma que los policías deberían dar el alto a personas que sospechen que son indocumentados y comprobar sus papeles”.

En ese instante, Romney interrumpió brevemente al presidente para recordarle que no defendió la ley de Arizona al completo, sino el apartado que habla de la verificación de los permisos de trabajo. Obama, en un acto de reflejos, añadió: “Deben saber que el asesor del

governador en materia de inmigración es el autor mismo de la ley de inmigración de Arizona”, en referencia a Khris Kobach.

El candidato republicano recordó a la audiencia que, a pesar de sus intenciones, Obama no ha logrado aprobar la reforma en los cuatro años de su presidencia. “El presidente que no ha sido capaz de hacer lo que dijo que haría”, presionó Romney. ‘La promesa’ incumplida de Obama abrió una gran brecha entre el presidente y el electorado hispano, uno de los grupos que le impulsó hasta la Casa Blanca en 2008 y que se ha sentido traicionado por la falta de avances y la avalancha de deportaciones de indocumentados. El presidente parece haber recuperado su apoyo sin embargo al anular las expulsiones de indocumentados sin antecedentes penales y entregar permisos de trabajo a jóvenes que cumplen el mismo perfil que hubiera creado el Dream Act. Los últimos sondeos vaticinan que Obama podría recibir el 6 de noviembre el 70% del voto de los hispanos, mejorando los datos de 2008.

Romney necesita recuperar el terreno perdido por su partido y prometió en el debate -como hizo hace dos semanas durante una entrevista en Univision-, que acometería tal reforma durante su primer año de presidencia. Su campaña todavía no ha ofrecido detalles concretos sobre cómo lo llevaría a cabo ni por qué ha abandonado posturas defendidas durante las primarias republicanas, cuando fue uno de los máximos defensores de leyes como la de Arizona y su modelo de autodeportaciones.

“Yo crearía un sistema de verificación de empleo que garantice que los empresarios que contraten a inmigrantes que vienen aquí de manera ilegal sean sancionados por ello. No voy a colocar ‘imanes’ para que venga gente ilegalmente. Por ejemplo, no daría permisos de conducir a indocumentados como haría el presidente”, aseguró Romney. El candidato se refería a E-Verify, un sistema de verificación instaurado por varios gobernadores republicanos y que ha recibido duras críticas por dueños de pequeñas y medianas empresas debido a su elevado coste y a la falta de fiabilidad de sus resultados. El sistema, sin embargo es defendido por la oposición en el Congreso como una de las soluciones para garantizar que los empleos quedan en manos de norteamericanos y es una de sus condiciones -y también un escollo- para realizar cualquier reforma del sistema de inmigración.

Cristina F. Pereda Washington 17 OCT 2012

Más de un millar de personas esperan al otro lado de la valla para cruzar a Melilla

Unas 1.000 personas esperan en la frontera entre España y Marruecos para saltar la alambrada de Melilla y “volverán a intentarlo en los próximos días”. Para tratar de evitarlo, la ciudad autónoma ha reforzado la seguridad en el perímetro de la valla, con la llegada de unos 40 agentes de la Guardia Civil y más medios materiales. Así lo ha explicado el Delegado del Gobierno en la ciudad autónoma, Abdelmalek El Barkani, que se ha referido a la inmigración irregular como “problema” y ha asegurado que los sin papeles que llegan son cada vez más agresivos. En las últimas 48 horas se han producido tres intentos de asaltar la valla, dos de ellos a plena luz del día y en los que han conseguido acceder a la ciudad al menos 120 personas.

Cada año, cuando las temperaturas comienzan a ser más frías, los inmigrantes que se encuentran en los alrededores de la frontera con España tratan de redoblar sus intentos para penetrar en Melilla. Según los datos que maneja la Delegación de Gobierno, en estos momentos son más de un millar de personas las que aguardan al otro lado de la valla. “La mayoría de ellos, engañados por las mafias y en situación de desesperación”, ha señalado Barnaki, para quien los incidentes de estos dos días suponen una “gran presión migratoria”.

Dos grupos del Módulo de Intervención Rápida de la Guardia Civil, el equivalente a los GEO del instituto armado y compuesto cada uno de ellos por 21 agentes, se encuentran en estos momentos en Melilla para luchar contra esta “avalancha”, tal y como la calificó este martes el Gobierno. Además, un tercer grupo compuesto por el mismo número de personas llegará este mismo miércoles. La presencia de policías y guardias civiles se hace visible en la ciudad durante todo el día, pero sobre todo al caer la noche, a un lado y otro de la alambrada.

Mientras, el Centro de Estancia Temporal de Inmigrantes se encuentra desbordado. Hay 853 personas acogidas en unas instalaciones cuya capacidad no supera las 480 plazas. Ese número puede aumentar cuando se registren quienes han saltado la valla en las últimas 48 horas. La Delegación abre la puerta a que algunos de los inmigrantes irregulares que se encuentran en este CETI, cuyo régimen es abierto, puedan ser enviados a los Centros de Internamiento de Extranjeros (CIE) de la península a corto plazo.

El Barnaki ha insistido en la idea de que quienes llegan a la ciudad son cada vez “más violentos” y consiguen saltar la valla, de seis metros de altura, equipados con palos y piedras para amenazar a los guardias civiles. Respecto a las acusaciones que aseguraron haber recibido malos tratos por parte de los agentes españoles tras llegar a suelo melillense este martes, el delegado ha comentado que no le constan estos hechos y ha respaldado la acción de la Guardia Civil. Los agentes “no están para abrir las puertas de la valla”, ha dicho, tras asegurar que “nadie puede acusar de falta de sensibilidad” a las autoridades.

Unos 50 inmigrantes de origen subsahariano intentaron esta madrugada acceder a Melilla saltando la doble valla que separa la ciudad autónoma de Marruecos, pero las fuerzas de

seguridad marroquíes repelieron al asalto. La ciudad ha vivido una madrugada de máxima alerta en la valla fronteriza por la presencia de cientos de inmigrantes en las proximidades del perímetro. Según han informado fuentes policiales, la noche ha sido tensa, ya que se han detectado grupos de entre 200 y 300 subsaharianos en las zonas cercanas a la ciudad autónoma. La colaboración de la policía marroquí ha sido clave para abortar los intentos de entrada, según las fuentes. El martes, unos 300 inmigrantes lo intentaron a plena luz del día y alrededor de un centenar lo consiguieron.

Miguel Ángel Medina Melilla 17 OCT 2012

La salida acelerada de españoles al extranjero hace caer la población

La tendencia se confirma: los españoles emigran cada vez más. En lo que va de 2012 se han ido al extranjero 54.912 nacionales, un 21,6% más que los 45.161 que se fueron en el mismo periodo del ejercicio anterior. Si a ello le sumamos los 365.238 extranjeros que también se han marchado este año y que solo han entrado en España 282.522, resulta que por segundo año consecutivo España mantiene un creciente saldo migratorio negativo. Es decir, que cada vez se van más personas que las que entran. En concreto, de enero a septiembre, el saldo negativo fue de 138.628, una cifra que casi triplica el registrado en 2011, que fue de 50.090 personas.

Desde 2011, han salido del territorio nacional 117.523 españoles. Como consecuencia de estos movimientos migratorios se observa un posible cambio demográfico: España, con datos estimados, pierde población. Entre enero y septiembre de este año el número de habitantes ha bajado de 46.196.278 a 46.116.779 (79.499 menos), mientras que en 2011 aumentó en 43.353 personas y en 2010 lo hizo en 163.909.

Las cifras, extraídas de la estimación de población actual publicada este lunes por el Instituto Nacional de Estadística, no son exactas puesto que de momento se trata de proyecciones, pero reflejan una realidad que empezó a constatarse el año pasado, cuando por primera vez en décadas España registró un saldo migratorio negativo, y que probablemente, si la situación económica se mantiene, persistirá unos cuantos años. Aunque, ojo, los demógrafos advierten de que eso no significa que la crisis haya convertido a España en un país de emigración masiva. “Hay más españoles que se van, cierto, pero hay que tener en cuenta que entre ellos hay bastantes inmigrantes nacionalizados y que ya antes de la crisis había mucha circulación de jóvenes dentro de la UE”, subraya el sociólogo Joaquín Arango, catedrático de la Universidad Complutense de Madrid y expresidente del CIS.

El perfil del español emigrante certifica que no todos los que se van lo hacen por la crisis: jóvenes de 32 años de media, en similar proporción de hombres y mujeres. “Se está extendiendo la idea, tanto desde los medios de comunicación como desde el ámbito político, de que el paro está empujando a los más jóvenes a huir en masa y que esa es la única salida que tienen. Si no se tiene cuidado, esto puede convertirse en una profecía autocumplida”, avisa Andreu Domingo, subdirector del Centro de Estudios Demográficos de la Universidad Autónoma de Barcelona. “Es cierto que cada vez más se están marchando por necesidad, pero también que muchos se hubieran ido igualmente, aunque no hubiera crisis, gracias a la libre movilidad impulsada dentro de la UE. El hecho de que la media sea superior a 30 años y de que haya simetría de sexos indica que suelen ser personas con estudios superiores y que muchas se van en pareja o incluso con hijos”, explica.

Otro de los motivos que explican el creciente saldo migratorio negativo es que la inmigración se ralentiza, mientras muchos extranjeros instalados en España siguen retornando a sus países de origen. En lo que va de año figuran 282.522 llegadas a España, de las cuales 243.149

fueron de no nacionales, frente a los 314.191 que entraron en el mismo periodo de 2011 (en total el año pasado llegaron 415.523 extranjeros).

Según proyecciones del INE hechas públicas hace un año, la caída de la población que se augura este año se convertirá en tendencia y la cifra de habitantes de España puede ir a la baja hasta 2021. De los 46,1 millones actuales a 45,5 dentro de una década: algo más de medio millón de pérdida si se mantiene la corriente actual.

La principal causa de este descenso es que el saldo migratorio se mantendrá en números negativos durante la próxima década. Las salidas superarán en más de 100.000 a las llegadas hasta 2014. Además, el INE estima que la natalidad seguirá a la baja. La proyección fija en 4,4 millones los nacimientos hasta 2020 —un 4,7% menos que en la década anterior—, sobre todo por el descenso del número de mujeres en edad fértil. La edad media de la primera maternidad —ahora en 31,35 años— aumentará.

Los estudios también pronostican que las defunciones —y el envejecimiento— irán en aumento y superarán a los nacimientos en 2019. La esperanza de vida se incrementaría en dos años para los hombres (hasta los 80,9) y en 1,5 para las mujeres (86,3).

Raquel Vidales Madrid 15 OCT 2012

Un centenar de subsaharianos asalta la valla fronteriza de Melilla

Un centenar de subsaharianos ha asaltado este lunes la valla fronteriza de Melilla a la altura del río Nano, según ha informado una portavoz de la Delegación del Gobierno. Los inmigrantes, según lo transmitido por la Comandancia de la Guardia Civil a esta institución, “protagonizaron el asalto ante la presencia de miembros de algunas ONG como Prodein (Pro Derecho de la Infancia)”. “Algunos de ellos, antes de intentar acceder a territorio español, esgrimieron la señal de la victoria usando los dedos índice y corazón”, ha añadido la citada fuente gubernamental.

La portavoz ha comunicado que aproximadamente una veintena “consiguió superar la valla”. Algunos de ellos llegaron al Colegio del Buen Consejo, “donde causaron la alarma entre alumnos y padres de escolares que en estos momentos se encontraban recogiendo a sus hijos del centro educativo”.

Varios miembros de la Guardia Civil resultaron heridos leves cuando trataron de frenar el asalto. Además, un inmigrante que se cayó tras saltar la valla, tuvo que ser atendido por una herida en la cabeza. Junto al instituto armado, también actuó para frenar el asalto la Unidad de Prevención y Reacción de la Brigada de Seguridad Ciudadana de la Jefatura Superior de Policía de Melilla.

El pasado septiembre, se produjeron cuatro asaltos a la valla en tan solo tres días.

EP Melilla 15 OCT 2012

Rescatados 14 inmigrantes, 11 de ellos menores, de una patera frente a Alicante

Salvamento Marítimo ha rescatado este sábado a 14 inmigrantes, 11 de ellos afirman ser menores, que navegaban en una patera frente a la costa alicantina. La embarcación fue avistada sobre las 18.00 por un mercante a 30 millas náuticas al sur de Torreveja y al este del cabo de Santa Pola (Alicante) y su patrón alertó a las autoridades españolas. Hasta la zona se desplazaron una embarcación de Salvamento Marítimo, una patrullera de la Guardia Civil y un helicóptero, que halló a los naufragos una hora después del aviso.

Según ha informado Cruz Roja 11 de los 14 rescatados han afirmado ser menores de edad tras llegar al puerto de Alicante sobre las 22.30. “Con edades comprendidas entre los 15 y 17 años”. Los inmigrantes han asegurado que estaban “a la deriva” desde el miércoles. Y según fuentes de Cruz Roja todos están en buen estado de salud, salvo uno de ellos que fue trasladado al hospital al presentar infección cutánea y una “descompensación de sus constantes vitales”.

La mayoría de los inmigrantes, que afirman proceder de Argelia, y presenta buen estado de salud. No obstante, la mayoría de ellos presenta “quemaduras en glúteos y zona baja de la espalda, producidas por una reacción a la combinación del agua salada del mar y el combustible de la embarcación, que provoca irritaciones en la piel”, según ha explicado Andrés Chessa coordinador del equipo de emergencias de Cruz Roja.

La persona trasladada al Hospital General Universitario de la ciudad presentaba una infección en la piel supuestamente por el salitre del agua. Cruz Roja en el puerto de Alicante les ha facilitado alimentación, bebida y ropa de abrigo. Esta es la quinta la patera que llega a la costa de Alicante en los últimos cuatro meses.

Ezequiel Moltó Alicante 13 OCT 2012

Joven, paquistaní y ministra noruega

“Los noruegos en España de ninguna manera pueden ser comparados con los inmigrantes en Noruega. Aquí somos un activo”, declaró hace unos meses a un diario de su país Erik Flathus, líder de la filial de un partido derechista en L'Alfàs del Pi, la ciudad alicantina donde reside una nutrida colonia nórdica. Una compatriota suya, de nombre Hadia Tajik, le respondió en un tuit que envió a sus miles de seguidores: “¿Qué te parece?” Tres palabras que ilustró con una foto de la cita publicada en el Dagbladet. A ella, parlamentaria laborista de 29 años, aquellas palabras la debieron irritar bastante. Esa misma mujer, la hija pequeña de los señores Tajik, tenderos paquistaníes en un pueblecito noruego donde la cría nació hace 29 años, fue nombrada ministra de Cultura de Noruega hace unas semanas. La primera musulmana. Y la más joven.

Salta a la vista que no es la típica noruega. Pero el país tampoco es tan blanco y luterano como antaño. Cuando le preguntaron al rey Harald qué opinaba sobre la última incorporación al Consejo de Ministros pronunció tres palabras: “Ya era hora”. Ella es una hija de Utoya. Formada en la cantera laborista, era una entre miles de chavales que crecieron políticamente en reuniones veraniegas en aquella isla que un sujeto de clase media, rubio y de ojos azules, Anders Behring Breivik, convirtió en un cementerio al asesinar a tiros a 69 personas tras poner una bomba que mató a ocho más. Tajik estuvo aquella mañana de julio de 2011 allí. Salvó el pellejo porque se fue antes de que llegara el asesino.

Para los que han seguido de cerca su trayectoria, el nombramiento se veía venir. Aseguran que, con o sin los ataques del 22 de julio, hubiera llegado así de alto. La duda era cuándo. ¿Sorpresa? “Sí y no”, responde al teléfono Bjarne Hakon Hanssen, que trata con frecuencia a la ministra, demasiado ocupada ahora para atender a la prensa internacional, según su portavoz. “Me sorprendió porque aún es muy joven. Pero no me sorprendió porque ya tiene un buen historial”, explica Hanssen, tres veces ministro y hoy socio de una empresa de comunicación. Él es el hombre que la llevó a Oslo, el que la introdujo en la política con mayúsculas. “Yo era el responsable de la política de integración en Noruega. Y buscaba un asesor político que tuviera un bagaje distinto al típico noruego. Ella era un tres en uno: brillante, joven y tenía ese bagaje”.

Ante la pregunta de cuán religiosa es, la respuesta entre quienes la conocen es idéntica: “Eso es algo entre ella y Dios”. Imposible saber si frecuenta alguna mezquita (cosa menos habitual entre las mujeres). Según el exministro Hanssen: “Es creyente y siempre se define como musulmana”. Nada más sobre su fe, que comparte con 106.000 de los casi cinco millones de habitantes del país.

El terrorista antiinmigrantes e islamófobo, condenado en agosto a 21 años de cárcel prorrogables, debe estar revolviéndose en su celda ahora que una mujer de piel aceitunada y que reza a Alá está en la cúpula política. Una representante de esos a los que Breivik culpa de todos los males contemporáneos. El tribunal que le declaró cuerdo y culpable recalcó que sus

crímenes estaban vinculados a un discurso de la extrema derecha que infiltra peligrosamente el discurso político.

Cuenta su mentor que sus padres, sobre todo su madre, Safia Qazalbash, le solían insistir en que el viaje a Noruega les había dado muchas oportunidades que ella debía aprovechar trabajando duro. Visto lo visto, queda claro que le tomó la palabra. Aunque los Tajik querían que estudiara para dentista. No fue así, pero el currículo de la nueva responsable de la cultura, incluida la nueva y espectacular Ópera de Oslo, destaca: licenciada en periodismo (ha trabajado en cinco medios) con un máster en derechos humanos en Londres y una segunda licenciatura en Derecho, domina el inglés, el urdu, el dari y chapurrea el alemán. Y algo muy noruego: tiene permiso de caza.

Sarwar Tajik y su esposa llegaron desde Pakistán en busca de una vida mejor a Noruega cuando el país empezaba a disfrutar de la bonanza del petróleo y necesitaba mano de obra. Se instalaron en Strand, un municipio de 12.000 habitantes donde tenían un ultramarinos. Ahora ambos están jubilados. “La verdad es que no sé por qué se instalaron aquí, no tenemos muchos paquistaníes”, cuenta por teléfono el alcalde del pueblo natal de la ministra y compañero laborista, Helge Steinsvag. Tras muchas campañas juntos, intuía que esto llegaría porque ella “es muy competente y tiene el apoyo de los políticos de Oslo”. Steinvag está convencido de que Tajik “se va a convertir en un importante ejemplo a seguir para la nueva generación”.

Del mismo modo que Barack Obama seguramente ha convencido a miles de críos negros estadounidenses de que, con oportunidades y esfuerzo, pueden llegar a la NBA y también a la Casa Blanca, Tajik se puede convertir en un modelo. “Ahora Hadia es un ejemplo para que los niños de los inmigrantes asuman responsabilidades y construyan este país”, declaró a la televisión pública, NRK, Saad Farooq Shehzad, que conoce a los Tajik de toda la vida y pertenece a una agrupación musulmana de la región de Rogaland. Noruega es el hogar de 300.000 inmigrantes no europeos (y otros tantos del continente).

Tajik saltó a la fama en 2009 gracias a unos vídeos en YouTube que fueron la sensación de la campaña digital a la que se ven abocados los políticos ante la prohibición de que las televisiones emitan propaganda electoral. “Supongo que los laboristas la eligieron como conejillo de indias. Sus vídeos, de muy buena factura, no como otros, atrajeron a los periodistas, fue invitada a talk shows y ahí logró la atención de los grandes medios”, detalla por teléfono Oyvind Kalnes, de la Universidad de Lillehammer, que analizó este experimento. “No enfatizaba su bagaje inmigrante, paquistaní, musulmán, sino que se presentó como una candidata para todos los noruegos”. Hubo “críticas racistas y sexistas”, cuenta este experto en ciencias políticas.

La ministra es una firme defensora de la igualdad de oportunidades, pero no de la discriminación positiva. Y, por supuesto, del esfuerzo. Nada sorprendente en una hija de la meritocracia. Tres días antes de ser nombrada ministra, lo dejaba claro en un artículo en Aftenposten: “Los políticos socialdemócratas deben repartir cartas a todos. Y cada uno decide cómo jugarlas. Si apostar fuerte y asumir el riesgo, o jugar a lo seguro y quedarte como

estás”. Ella, como queda patente, apostó fuerte. Más tarde añadía: “[Los socialdemócratas] no están para dar ventajas especiales a individuos o grupos”.

La hija de los tenderos paquistaníes es, según los expertos, una elección estratégica para atraer al creciente colectivo de los inmigrantes no occidentales ante los comicios de otoño de 2013. Las restricciones a la inmigración alejaron a ese grupo de los laboristas pero hay quien sostiene que la matanza de Utoya —con ambos como objetivo— los ha vuelto a unir. La ministra Tajik encarna ese deseo.

Naiara Galarraga Madrid 13 OCT 2012

La emigración ha propagado enfermedades endémicas autóctonas que se creían erradicadas, según un experto

Los cambios demográficos están produciendo "importantes variaciones" en el perfil del donante de sangre en España y han llevado a los centros de transfusión a incorporar nuevas técnicas que incrementen la seguridad de los productos transfundidos y se adapten al panorama actual.

Así lo ha apuntado el director del Centro de Transfusión de Málaga, Isidro Prat, durante su presencia en la Reunión Nacional de la Sociedad Española de Hematología y Hemoterapia (SEHH) y XXVIII Congreso Nacional de la Sociedad Española de Trombosis y Hemostasia (SETH), que se celebran en el Palacio de Congresos de Salamanca.

Isidro Prat ha detallado que España cuenta actualmente con 5,2 millones de inmigrantes, lo que supone el 12 por ciento de la población española.

En este sentido, el director del Centro de Transfusión de Málaga ha destacado que la presencia y propagación de algunas enfermedades endémicas autóctonas y que ya se creían erradicadas.

Así, por ejemplo, "la población inmigrante de América Central y del Sur ha obligado a tomar medidas preventivas para evitar la transmisión de la enfermedad de Chagas, endémica en buena parte de esos países y ausente en España hasta hace unos años".

Con el objetivo de garantizar la seguridad y eficacia de las donaciones sanguíneas, los centros de transfusión han establecido criterios de exclusión para donantes de riesgo procedentes de zonas endémicas de paludismo.

En este contexto, Isidro Prat ha explicado en Salamanca que con el objetivo de prevenir el contagio de enfermedades, en España está presente el Programa Estatal de Hemovigilancia y Biovigilancia.

Según el doctor del centro malagueño, "el estado de la medicina transfusional en España es excelente" y tiene "un gran efecto positivo en la medida en que pueden beneficiarse muchos más enfermos de una sola donación de sangre".

SALAMANCA (EUROPA PRESS) 19/10/2012

Crean una Oficina para actuar en los 62 asentamientos irregulares de Barcelona

El Ayuntamiento de Barcelona creará una oficina, en el marco del Plan de asentamientos irregulares, para definir las medidas y poder actuar en los 62 asentamientos irregulares que hay en la capital catalana, donde viven alrededor de 735 personas.

El equipo de gobierno también ha propuesto crear un grupo de trabajo político en el que estén representados todos los partidos con representación municipal para abordar y consensuar las medidas que se tienen que llevar a cabo para erradicar estos campamentos, la mayoría habitados por personas inmigradas. Según ha informado el ayuntamiento, en un primer documento de diagnóstico de la situación de los asentamientos irregulares se apuntan algunas líneas de actuación, como la implementación de medidas sociales o el incremento de los Fondos de Viviendas de Alquiler Social.

La nueva oficina se encargará de la coordinación de las actuaciones de los diversos departamentos del ayuntamiento y de su relación con las entidades del tercer sector para abordar conjuntamente el fenómeno del chabolismo desde la atención social, la vivienda, la inserción laboral, la seguridad y la escolarización de los menores, entre otros ámbitos de actuación.

El ayuntamiento ha reconocido que los campamentos o asentamientos ilegales comportan algunos riesgos, por ejemplo, los que se instalan en zonas forestales y también que necesitará reforzar los servicios y la respuesta ordinaria de emergencia social que actualmente se da en estos casos, con alojamiento temporal de urgencia, un centro residencial de primera acogida o el mantenimiento del programa de retorno voluntarios a su lugar de origen, principalmente para el colectivo senegalés.

El plan diseñado por el consistorio asegura que las personas que viven en los campamentos irregulares no tienen como primera prioridad su reubicación en viviendas y propone explorar el trabajo conjunto con la judicatura y la fiscalía de Barcelona para hacer un seguimiento de los procesos de desahucio, ya que la mayoría de asentamientos están en propiedades particulares.

Barcelona. (EFE) 18/10/2012

AUGC cree que Marruecos debería actuar más en la zona donde se concentran los inmigrantes que en la valla de Melilla

La Asociación Unificada de la Guardia Civil (AUGC) considera que el problema de los asaltos masivos en la valla de Melilla se aminoraría si las autoridades marroquíes estrechasen el control en la zona donde se concentran los inmigrantes a pocos kilómetros de la frontera con España, más en la propia valla de separación con Melilla.

"Donde se debería de actuar es en el interior, hacia dentro antes de que lleguen a la valla como se ha hecho estas últimas semanas después de la última gran avalancha", que tuvo lugar este verano, ha asegurado a Europa Press un portavoz de la asociación mayoritaria de la Guardia Civil, que explica que los inmigrantes se concentran en un monte boscoso llamado Gurugú en las proximidades de la frontera.

Este portavoz afirma que "se refugian en esa zona y es donde hay que actuar". "Para actuar en la zona fronteriza necesitas de un buen despliegue para poder frenar a una avalancha de 400 personas", añade.

Advierte de las dificultades que entraña saber en qué momento y en qué lugar concreto se va a producir la avalancha y recuerda que en las últimas semanas había descendido el número de intentos porque se reforzó la presencia de las autoridades de Marruecos en el citado monte.

Además lamenta lo que ha descrito como el 'efecto boomerang' que se realiza con los inmigrantes. "Se les detiene, se les lleva a la frontera con Argelia se les deja allí y tardan una semana o dos en volver. Vuelven a reagruparse y vuelven a dar el salto otra vez", detalla.

"Me imagino que en Marruecos hacen lo que pueden lo que si les podríamos pedir es que se actuase en el interior para prevenir y trabajar con la prevención que debe ser en el interior y no a pie de valla", insiste este portavoz.

MADRID, (EUROPA PRESS) 18/10/2012

El PSOE pide al delegado en Melilla que no acuse a las ONG para desviar la atención de las avalanchas de inmigrantes

El secretario general del PSOE melillense, Gregorio Escobar, ha pedido al delegado del Gobierno de Melilla, Abdelmalik El Barkani, que "no se dedique a desviar la atención y a hacer acusaciones contra ONG, sin ningún tipo de prueba", y se preste a trabajar "seriamente" para hacer frente a la inmigración irregular.

En rueda de prensa, Gregorio Escobar ha manifestado que "somos conscientes de que el control de flujos migratorios no es fácil, pero le pedimos al Gobierno de España y a la Delegación del Gobierno que haga un ejercicio de responsabilidad y trabajo serio".

"Lo que no admitimos es una política del avestruz, hasta hace unas semanas todo pasaba por la Reunión de Alto Nivel (RAN) entre España y Marruecos y ahora se intenta desviar la atención hacia un presunto enemigo interior que coordina la entrada de inmigrantes", ha lamentado.

El que fuera delegado del Gobierno con Zapatero como presidente ha recordado "cómo machaconamente desde los Gobierno de Melilla y España se ha señalado a la RAN cada vez que ha habido un incidente en la frontera o una entrada de inmigrantes, y por ello ha pedido que expliquen qué están haciendo para solucionar esta situación".

"Hay problemas que se tienen que resolver a través de cauces inmediatos, de un contacto permanente que prevenga la existencia de bolsas de inmigrantes en el entorno cercano de Melilla y permitan una acción coordinada con las fuerzas de Marruecos que eviten la entrada de inmigrantes", ha argumentado.

Es más, basándonos en las propias palabras del delegado del Gobierno, que ha apuntado la existencia de en torno a mil inmigrantes en las inmediaciones de nuestra ciudad, "hay que actuar". "Sin estridencias ni pedir la cabeza de nadie, pero trabajar seriamente", ha instado.

En esta línea, el líder socialista se ha mostrado a favor del refuerzo de los profesionales de las Fuerzas de Seguridad del Estado en el perímetro fronterizo, "algo que mejorará el control de los profesionales que intentan evitar la entrada de inmigrantes y será beneficioso para el trabajo de los profesionales que llevan a cabo allí su labor, sobre todo de los Guardias Civiles, evitando que se produzcan lesiones".

MELILLA (EUROPA PRESS) 18/10/2012

Un total de 154 extranjeros se hicieron trabajadores autónomos en la región en septiembre

Un total de 154 trabajadores extranjeros se dieron de alta en el Régimen Especial de Trabajadores Autónomos (RETA) durante el mes de septiembre en la Comunidad de Madrid, ha informado este jueves la organización de autónomos UPTA.

A nivel nacional, fueron un total de 313 trabajadores extranjeros los que se dieron de alta en el RETA durante septiembre, después de la caída de cotizantes registrada en agosto.

Tras el ascenso de septiembre, el RETA cuenta con 217.191 inmigrantes en alta. Casi la mitad de los nuevos cotizantes extranjeros ganados en septiembre por este régimen los aportó la Comunidad de Madrid (154 afiliados), mientras que en el extremo opuesto se situó Baleares, que perdió 101 autónomos extranjeros.

Por sectores de actividad, la construcción perdió cuatro afiliados extranjeros en septiembre, mientras que la hostelería registró 105 bajas por el fin de la temporada estival. Por su parte, el comercio ganó 50 afiliados extranjeros, y el transporte sumó 23 cotizantes.

El 50 por ciento de los inmigrantes dados de alta como autónomos en la Seguridad Social se dedican a la hostelería (20,61 por ciento) y al comercio (30,36 por ciento).

Los chinos continuaron liderando la afiliación de extranjeros al RETA, con 207 altas más en septiembre, hasta un total de 38.901 cotizantes. También se incrementó la afiliación de trabajadores rumano, con 136 nuevos afiliados.

UPTA ha reclamado a las administraciones que faciliten a la población inmigrante el poder hacerse emprendedor, ya que, según ha denunciado, "cada vez se ponen más trabas para la concesión de los permisos de trabajo por cuenta propia, especialmente para las personas que lo solicitan a través de la demostración del arraigo social".

MADRID (EUROPA PRESS) 18/10/2012

La Seguridad Social pierde en septiembre 19.579 extranjeros en septiembre

La Seguridad Social perdió 19.579 cotizantes extranjeros en septiembre, un 1,1% en relación al mes anterior, hasta situarse el número de inmigrantes en alta en 1.728.836 ocupados, informó este jueves el Ministerio de Empleo y Seguridad Social.

Con el descenso de septiembre, el sistema de la Seguridad Social encadena dos meses consecutivos de pérdida de afiliados extranjeros tras la reducción de agosto (-16.517 cotizantes).

Del total de inmigrantes en alta al finalizar septiembre, 1.504.856 cotizaban al Régimen General; 217.191 al de Autónomos; 1.240 al del Hogar; 5.041 al del Mar, y 508 al del Carbón.

En el último año, el número de extranjeros que se han dado de baja en la Seguridad Social ha descendido un 4,83% (-87.826 afiliados), frente al -3,59% del conjunto del sistema.

Según Empleo, ambos datos constatan que se mantiene la tendencia ya apuntada en los meses anteriores de que la pérdida de empleo está afectando con mayor intensidad a los trabajadores extranjeros que a los nacionales.

Todos los regímenes, salvo el de autónomos, perdieron afiliados extranjeros en septiembre, principalmente el extinguido Régimen del Hogar (-21,9%). Le siguieron el Régimen del Carbón (-1,74%), el del Mar (-1,52%) y el General (-1,28%). El de autónomos, por su lado, incrementó la afiliación un 0,14%.

Dentro del Régimen General, un total de 273.740 extranjeros, el 18,1%, trabajaba en la hostelería, mientras que el 12,3% lo hacía en el comercio (186.030 afiliados), y casi el 8% en las actividades administrativas y servicios auxiliares (119.180 cotizantes). Asimismo, y dentro de este régimen, 228.221 extranjeros se encuadraban en el sistema especial agrario y 212.611, en el del hogar.

Rumanos y marroquíes, lo más numerosos

Del conjunto de inmigrantes afiliados a la Seguridad Social a cierre del mes pasado, seis de cada diez procedían de países no comunitarios (1.077.406) y el resto (651.429) provenían de países miembros de la UE. Dentro de los países no comunitarios, 196.364 eran de nacionalidad marroquí y 115.380 de nacionalidad ecuatoriana. China, con 87.185 trabajadores, se sitúa como tercer país de procedencia de afiliados, por delante de Colombia, que cuenta con 86.851 cotizantes.

El resto de afiliados no comunitarios se reparten entre Bolivia (83.886), Perú (57.440), Argentina (37.775), Ucrania (33.198), Paraguay (31.598) y República Dominicana (30.283), entre otros. Por su parte, de los que proceden de la UE-27, rumanos, italianos y búlgaros son los más numerosos, con 280.111, 63.600 y 55.324 cotizantes, respectivamente. Les siguen británicos y portugueses, con 52.357 y 44.723, y algo más lejos, alemanes, con 39.371 afiliados, y franceses, con 36.084.

Catalunya y Madrid concentran el 43,5% de los extranjeros

Por comunidades autónomas, Cataluña y Madrid siguieron concentrando algo más de cuatro de cada diez extranjeros afiliados a la Seguridad Social en septiembre, al sumar entre ambas el 43,5% del total de inmigrantes ocupados.

En concreto, Cataluña contaba con 390.280 extranjeros cotizantes, mientras que en Madrid la cifra era de 362.243. Tras estas dos regiones se situaron Andalucía, con 201.787 afiliados extranjeros; Comunidad Valenciana, con 170.146 ocupados; Baleares, con 83.634; Canarias, con 78.134; Murcia, con 75.433; Castilla-La Mancha, con 73.071; Aragón, con 62.935; Castilla y León, con 55.417, y País Vasco, con 52.756.

Las comunidades con menor presencia de inmigrantes en alta a la Seguridad Social al finalizar septiembre fueron Galicia, con 34.307 extranjeros; Navarra, con 24.603; Extremadura, con 16.140; La Rioja, con 14.939; Asturias, con 14.723; Cantabria, con 11.910, y las ciudades autónomas de Melilla, con 4.033, y Ceuta, con 2.345.

Madrid (EUROPA PRESS) 18/10/2012

Ciudadanos contra el Apartheid Sanitario ponen en marcha un teléfono de atención al inmigrante

Ciudadanos contra el Apartheid Sanitario, colectivo integrado en la Plataforma Cantabria por lo Público y Sin Recortes, ha puesto en marcha un teléfono de atención a los inmigrantes en situación administrativa irregular, a los que asesorará y acompañará a los centros de salud para intentar evitar que se les facture la atención sanitaria que reciban.

El teléfono (617905206) funcionará de 08.00 a 17.00 horas, horario actual de los centros de salud, donde, según Ciudadanos contra el Apartheid Sanitario, hay "muchos" trabajadores, tanto administrativos como médicos, "insumisos" a la medida implantada por el Gobierno y "comprometidos" con dar protección sanitaria a este colectivo.

Así lo han manifestado este martes, en declaraciones a la prensa, los portavoces de Ciudadanos contra el Apartheid Sanitario y de la plataforma Cantabria por lo Público y sin Recortes, Isabel Tejerina y Marcos Gutiérrez, respectivamente, tras la concentración celebrada frente a la Consejería de Sanidad para protestar contra una medida que consideran "un atentado contra la dignidad humana" y que ha sido secundada por una veintena de personas.

Tejerina ha opinado que el decreto aprobado por el Gobierno del Estado, que deja sin asistencia médica a los inmigrantes en situación irregular, es, no sólo una forma de "exclusión", sino "racismo sanitario" ante el que "la desobediencia civil" de los ciudadanos españoles tiene que ser "un deber".

"La ministra de Sanidad, que se debería llamar Salud, se llama, por el contrario, Ana Mato, un apellido homónimo a su función sanitaria. No es un chiste, porque lo que está haciendo es una crueldad y se está cargando el modelo sanitario universal y de calidad que tantos años ha costado conseguir", ha criticado Tejerina.

Además, la portavoz de Ciudadanos contra el Apartheid Sanitario ha manifestado que lo que ha implantado el Gobierno es "una medida disuasoria", lo que, en su opinión, queda demostrado con los datos que indican que, desde la puesta en marcha del decreto, "80.000 inmigrantes se han marchado de España y 850 de Cantabria".

VOLVER 20 AÑOS ATRÁS

Tejerina también ha lamentado que con esta medida "se va a volver casi 20 años atrás", ya que la retirada de tarjeta sanitaria a los inmigrantes --según cifras de la Consejería ha sido a cerca de 5.000 personas, aunque este colectivo asegura que ha sido a "muchos menos"-- es "un riesgo para toda la población porque las enfermedades contagiosas, como el VIH, se van a extender".

Por otro lado, ha señalado que el Gobierno está "todo el tiempo diciendo mentiras" para justificar la medida, como que "los inmigrantes se aprovechan de nuestra sanidad", algo que

ha desmentido diciendo que la salud es "un derecho universal que deberían tener todos los ciudadanos del mundo". Al respecto, Gutiérrez ha rechazado que sea "una medida de ahorro", sino que al contrario va a "encarecer" los servicios de atención especializada de urgencias -- donde si se va a atender a los inmigrantes--.

"La medida nos parece de una gravedad impresionante y supone un retroceso de muchos años en la calidad de vida de España", ha manifestado Tejerina, al tiempo que la ha definido como "puro racismo sanitario" que "ningún ciudadano español debe consentir".

Gutiérrez ha criticado que la medida, por otro lado, "somete a una doble tensión y a una quiebra de sus principios deontológicos" al personal sanitario, lo que es "un despropósito", y, por ello, ha ensalzado la "objeción de conciencia y la insumisión" a esta medida que muchos trabajadores de Servicio Cántabro de Salud están manifestando.

SANTANDER (EUROPA PRESS) 16/10/2012

Unos 100 subsaharianos asaltan la valla fronteriza de Melilla y unos 20 logran entrar a suelo español

Un centenar de subsaharianos ha asaltado este lunes la valla fronteriza de Melilla a la altura del río Nano, según ha informado a Europa Press una portavoz de la Delegación del Gobierno.

Los inmigrantes, según lo transmitido por la Comandancia de la Guardia Civil a esta institución, "protagonizaron el asalto ante la presencia de miembros de algunas ONG como Prodein (Pro Derecho de la Infancia)". "Algunos de ellos, antes de intentar acceder a territorio español, esgrimieron la señal de la victoria usando los dedos índice y corazón", ha matizado la citada fuente gubernamental.

La portavoz ha comunicado que los inmigrantes, que "se calcula consiguieron superar la valla en un número aproximado a la veintena", alcanzaron en algunos casos el Colegio del Buen Consejo, "donde causaron la alarma entre alumnos y padres de escolares que en estos momentos se encontraban recogiendo a sus hijos del centro educativo".

Asimismo ha detallado que un capitán de la Benemérita sufrió una contusión en la muñeca izquierda cuando intentaba frenar el asalto y otros agentes de la Guardia Civil también sufrieron contusiones leves.

Además, la Guardia Civil demandó la presencia de una ambulancia para que asistiera a un inmigrante que al caer, tras saltar la valla, presentaba una herida inciso contusa en la cabeza.

Entre los daños, ha proseguido la citada fuente, también se incluye la rotura de una luna trasera de un vehículo de la Guardia Civil, "a consecuencia del impacto de una pedrada lanzada por los mismos inmigrantes".

A requerimiento de la Guardia Civil, también actuó frente al asalto la Unidad de Prevención y Reacción de la Brigada de Seguridad Ciudadana de la Jefatura Superior de Policía de Melilla.

Desde principios de septiembre pasado no se habían registrado hasta el día de hoy nuevos asaltos a la valla. Los anteriores, un total de cuatro en sólo tres días de primeros de septiembre pasado, se sucedieron por la zona del río del Oro, salvo uno --el del 4 del 9 del presente año-- que, como el de este mediodía, aconteció a plena luz del día por la misma zona del barranco del río Nano.

MELILLA (EUROPA PRESS) 15/10/2012

Un chino en motocicleta

Vivo en un barrio alejado del centro de la ciudad. Tanto, que durante años ha sido imposible conseguir una pizza o cualquier otra comida a domicilio. Hasta ayer, día en que un joven de origen chino, sin casco y montado en una motocicleta que no pasaría una ITV visual, llegó hasta mi domicilio. La idea había sido de mi hija al caer en sus manos un folleto publicitario del restaurante en cuestión. Llamó y, pese al escepticismo absoluto de los demás, el chino llegó allí donde no habían llegado generaciones sucesivas de repartidores autóctonos.

No ha sido esta la única novedad gastronómica del otoño en el barrio. En septiembre abrió sus puertas un kebab. Los vecinos, gente madura, reaccionaron con desdén. "Ya me dirás tu quién se va a comer eso". Erraron del todo: sus hijos y nietos colapsan el kebab cada fin de semana...

La inmigración en el comercio llega allí donde los autóctonos no llegan. Ocupa el espacio que los otros no saben o no quieren ocupar. Abren cuando los otros ya están durmiendo... Y por eso mismo, al menos en tiempos de bonanza económica, esa inmigración es vista con relativa simpatía. También por sociólogos y urbanistas, sean de derechas o de izquierdas. La socióloga holandesa Saskia Sassen razona que determinado tipo de actividades y servicios en las grandes ciudades sólo pueden ser ofrecidos desde la economía informal. Y es verdad. Pero a un precio que a veces puede ser elevado.

La otra noche pasé más de media hora haciendo cola en el kebab. En el interior del local, pequeño y caliente como un horno, iban y venían cinco personas. No hacía falta ser un economista para constatar que las cuentas no salen. No había margen siquiera para un solo sueldo.

La economía informal da esas alegrías. Pero el precio que se paga como sociedad puede acabar resultando enorme. Porque, dejando de lado el chino y su motocicleta, la conclusión es que alguien ha abierto el kebab con su dinero, alguien ha permitido a sus empleados llegar hasta allí, alguien les da cobijo y los alimenta... Y ese alguien escapa al más mínimo control.

Hace unas semanas, la arquitecta y exconcejala del distrito del centro de Barcelona, Itziar González, contaba en una entrevista que en Ciutat Vella el dinero negro procedente de las redes criminales estaba expulsando al comercio autóctono de la zona: esas redes pagan mucho por los comercios y lo hacen al contado, con lo que la posibilidad de los autóctonos de igualar esas ofertas (traten de imaginarlos en el banco pidiendo un crédito) es casi nula. El resultado es que el comercio autóctono acaba cerrando. Itziar González, que abandonó el cargo al recibir amenazas de muerte de mafias que trafican con las licencias comerciales, hacía en la entrevista un retrato del Raval que dista mucho de la postal colorista que tanto agrada a los turistas. Y visto así, el precio que pagar es muy alto.

Ramon Aymerich Artículos | 13/10/2012

Desarticulada una organización que captaba a mujeres rumanas para explotarlas sexualmente en Málaga

La Policía Nacional ha detenido a seis personas como presuntas integrantes de una organización que captaba a mujeres rumanas simulando una falsa relación sentimental para explotarlas sexualmente en España, concretamente en el polígono Guadalhorce de Málaga capital. Asimismo, se ha liberado a siete mujeres, tres de ellas menores en el momento de su captación.

El grupo que ha sido desarticulado se aprovechaba del estado de necesidad de sus víctimas en su país de origen para, con la promesa de una vida mejor, trasladarlas a España, donde eran obligadas a ejercer la prostitución callejera durante jornadas de 14 horas. Después, con la excusa de saldar la deuda contraída por los gastos del viaje, les exigían la entrega de todos los beneficios.

La red criminal estaba dirigida y compuesta principalmente por una familia de ciudadanos rumanos conocidos como los 'Turcu', según ha informado la Policía Nacional en un comunicado.

Según han explicado, miembros de este grupo se trasladaban hasta su país para la captación de mujeres en situación de precariedad, principalmente en zonas rurales y, tras entablar una falsa relación sentimental con ellas, les ofrecían trabajos en el sector de la hostelería en España. Posteriormente, las trasladaban en avión o autobús y siempre acompañadas por algún miembro de la organización.

Una vez en España, proveían de documentación falsa a las menores de edad y, con la excusa de saldar la deuda contraída por los gastos del viaje, las obligaban a ejercer la prostitución "en condiciones infrahumanas y antihigiénicas".

Asimismo, han precisado que estos integrantes ejercían "un férreo control sobre las mujeres" y les exigían jornadas de trabajo de 14 horas sin posibilidad de descanso. Según las mismas fuentes, parte del sistema de control sobre ellas consistía en "amenazar, coaccionar e, incluso, lesionar tanto a las propias víctimas como a sus familiares directos en su país de origen".

La operación ha sido realizada por la Unidad Contra Redes De Inmigración Ilegal y Falsedades Documentales (Ucrif) Central de la Comisaría General de Extranjería y Documentación en colaboración con la Ucrif de Málaga.

MÁLAGA (EUROPA PRESS) 14/10/2012

Once de los 14 inmigrantes de la patera rescatada frente a Santa Pola son menores

Un total de 11 de los 14 inmigrantes que viajaban a bordo de la patera rescatada en la tarde del sábado frente al faro de Santa Pola (Alicante) son menores, con edades comprendidas entre los 15 y los 17 años, según han confirmado las pruebas radiológicas efectuadas a los tripulantes de la embarcación.

Fuentes de la Delegación del Gobierno en la Comunitat Valenciana han confirmado a Europa Press que todos ellos son de origen argelino. Los menores serán conducidos al centro de menores de Alicante y los tres adultos serán trasladados al Centro de Internamiento de Extranjeros (CIE) de Valencia para ser posteriormente repatriados.

La patera fue avistada por un mercante a unas 25 millas del faro de Santa Pola en torno a las 18.00 horas del sábado. Inmediatamente se movilizaron un helicóptero y una embarcación de Salvamento Marítimo, así como otra embarcación de la Guardia Civil.

Aunque en un primer momento se pensaba que todos los tripulantes, podrían ser mayores de edad, a su llegada al puerto de Alicante manifestaron ser menores, algo que ha quedado confirmado con las pruebas radiológicas.

Cruz Roja desplegó un dispositivo de asistencia humanitaria en el puerto para la evaluación sanitaria de los inmigrantes formado por ocho voluntarios, entre sanitarios, conductores de ambulancia, un jefe de equipo y un traductor, según ha informado la organización humanitaria en un comunicado.

El coordinador del Equipo de Respuesta en Emergencias de Atención a Inmigrantes en Costa de Cruz Roja en Alicante, Andrés Chessa, ha explicado que todos los tripulantes de la embarcación presentaban un buen estado de salud, aunque fue necesario trasladar a uno de ellos a un centro hospitalario "por presentar una infección cutánea generalizada" y una "descompensación de sus constantes vitales".

A LA DERIVA DESDE EL MIÉRCOLES

Los inmigrantes explicaron a los miembros de Cruz Roja que habían permanecido a la deriva en el mar desde el pasado miércoles. De hecho, Chessa ha indicado que algunos de ellos presentaban "quemaduras en los glúteos y zona baja de la espalda, producidas por una reacción a la combinación del agua salada del mar y el combustible de la embarcación, una reacción que provoca graves irritaciones en la piel".

Además de la asistencia sanitaria, Cruz Roja proporcionó a los 14 varones alimentación, bebida, kits de higiene y ropa nueva de abrigo. Se trata de la quinta patera que arriba a las costas alicantinas en cuatro meses, han agregado las mismas fuentes.

ALICANTE, 14 (EUROPA PRESS)

El Foro de la Inmigración se reunirá en octubre y la Junta insiste en que no se desplacen temporeros sin contrato

El Foro Provincial de la Inmigración de Jaén se reunirá a finales de este mes de octubre, en torno al día 24 ó 25, para analizar los recursos con los que se cuenta para atender a quienes se desplacen a la provincia de Jaén para participar en la recogida de la aceituna, al tiempo que desde la Junta de Andalucía insisten en recomendar que no se desplace gente sin contrato de trabajo ya que, la escasa campaña hará que se puedan ofrecer pocos jornales.

En declaraciones a Europa Press, la delegada de la Junta en la provincia, Purificación Gálvez, ha indicado que el foro, en el que participan la Administración autonómica, los ayuntamientos y las organizaciones no gubernamentales valorará en ese encuentro los recursos disponibles para la atención de los trabajadores que llegan a la provincia ante la campaña de recogida.

Al respecto, ha recordado que el año pasado hubo 24 albergues abiertos en 23 pueblos, con una oferta de 727 plazas, además de guarderías temporeras, entre otros recursos, y ha señalado que la Junta participó con alrededor de dos millones de euros para poder mantener abiertas esas instalaciones y dar cobertura a los temporeros.

Asimismo, ha subrayado que la administración regional ha saldado todas las deudas contraídas en este sentido y que ya está disponible una orden sobre las subvenciones para ayuntamientos u organizaciones no gubernamentales con más de 400.000 euros disponibles.

Sin embargo, ha insistido en recomendar que no acudan personas que no tengan un contrato de trabajo porque la escasa campaña prevista para este año apunta a que no va a haber suficientes empleos para ofertar.

En esa línea, ha dicho que se prevé que la cosecha sea, en el mejor de los casos, un tercio de la del año pasado, por lo que se quiere evitar que haya personas que se desplacen a la provincia con expectativas de trabajo que luego no se van a poder cumplir.

Así, ha advertido de que en Jaén se reducirán cuatro millones de jornales, lo que tendrá una "repercusión importantísima" y máxime si se tiene en cuenta que el sistema de gestión de empleo agrario tiene inscritas 28.000 personas.

JAÉN (EUROPA PRESS) 13/10/2012

Inmigrantes, mafiosos y parados asoman en la literatura catalana

¿De qué viven los personajes de las novelas catalanas? ¿Cómo se ganan la vida? Los autores norteamericanos enseguida nos informan del sueldo que tienen sus personajes y de qué coche conducen. Los europeos son más reservados. ¿También los catalanes? Excepto las obras rurales y las que reconstruyen el pasado, en la mayoría de novelas abundan los profesores, periodistas, gente vinculada a las letras, las profesiones liberales, ejecutivos, músicos, fotógrafos, pintores, científicos...

El escritor crea mundos propios a partir de la experiencia propia, lecturas e imaginación. Todo depende del talento literario y de la capacidad para analizar los matices del alma humana y ponerse en la piel de los otros. Autores como Francesc Serés, Quim Monzó, Ferran Torrent, Ramon Solsona o Ramon Erra introducen una gran variedad de profesiones y otros, como Julià de Jòdar, hablan del mundo obrero. Toni Sala, Sánchez Piñol o Najat El Hachmi se han adentrado en África o la inmigración, mientras el boom de novela negra presenta personajes de todo tipo, desde financieros, especuladores, políticos o policías a prostitutas o mafiosos, pero más como excusa narrativa que como incursión profunda en sus mundos. Jordi Lara ha investigado en el mundo de los viejos músicos de cobla. Jordi Puntí, en la inmigración. Vicenç Pagès Jordà retrata la generación pop. Hay personajes de toda condición, incluidos la Bernadette de las apariciones en Fátima o los vampiros. Un estudio de la Institució de les Lletres Catalanes (ILC) demostraba que una gran mayoría de escritores se ganaba el sustento con trabajos vinculados al mundo de las letras o la universidad. ¿Qué pasa si aplicamos a Catalunya la división de Isaiah Berlin, entre escritores erizos (que no se alejan de su mundo) y zorros (que exploran otros mundos, próximos o lejanos, geográficos o mentales)?

¿Un mundo endogámico? Oriol Izquierdo, director de la ILC, cree que "el escritor siempre habla de lo que conoce y de lo que ha vivido. No puede hacer otra cosa. Pero eso no le condena a limitarse a un estricto realismo testimonial. Por el contrario. Los métodos de formación de actores de Lee Strasberg se basaban en dos premisas: primera, el actor puede convencer cuando su personaje conecta con emociones propias auténticas; segunda, el repertorio de las vivencias personales tiene que permitir emular cualquier situación que representa. Es cierto que un grueso importante de escritores son o han sido también profesionales de la enseñanza, de la comunicación o de la cultura. Y es más que probable que eso condicione, en tanto que es frecuente que la literatura tenga un fondo autobiográfico poco o mal disimulado, las características y los contornos del mundo que crea su escritura. ¿Ahora, el número de vaqueros, lampistas, aviadores o extorsionadores, es similar, superior o inferior entre los escritores portugueses, franceses, catalanes, croatas o alemanes?"

Izquierdo repasa las últimas novelas que ha leído: "Joan Carreras es periodista y Jonàs, el protagonista de Carretera secundària, se gana la vida dibujando cómics. Jaume Cabré ha sido, además de guionista, catedrático de literatura de instituto, y el protagonista de Jo confesso es hijo de anticuario, medio músico y casi un monje de la cultura. Eduard Márquez se presenta profesionalmente como escritor y el antagonista de su última novela, L'últim dia abans de

demà, es un homeless. David Castillo es periodista y el protagonista de El mar de la tranquil·litat, alguien sin trabajo, no deja de ser un poco él mismo. Jordi Puntí es licenciado en filología románica y trabaja en el mundo editorial y periodístico, pero el protagonista ausente de Maletes perdudes es un camionero huérfano. Etcétera."

¿Qué conclusión saca? "Como lector no tengo la percepción de ver a través suyo sólo un trozo de la realidad o reflejos de mundos que me son siempre familiares. Sino que me dan contrastes, ya sean más próximos o del todo extraños, de la propia experiencia. Y eso es lo que me atrae y lo que estimula, en la medida en que me enriquece, a ampliar el espectro de lo que vivimos también a través de la lectura".

Peter Bush, introductor de la literatura catalana en el mundo anglosajón -estos días promociona en EE.UU. Mil cretins y La plaça del Diamant-, considera que "los escritores catalanes favorecen a los personajes de clase media universitaria, a pesar de que uno de los cuentos más importantes de Mil cretinos de Monzó y las novelas de Najat El Hachmi tienen personajes proletarios. También Serés tiene una gama variada". Según Peter Bush, "lo que nos falta es el habla de la calle: ¡hay demasiado purismo puritano!".

Francesc Serés cree que sí hay endogamia. "En los últimos años ha cambiado con la aparición de autores como Ramon Erra, Vicenç Pagès Jordà o Marta Rojals, que muestran una realidad social muy poliédrica y muy rica. O Toni Sala, un caso paradigmático de apropiación de la realidad; se agarra a ella y lo abarca con un talento importante". El autor de Matèria primera considera que "necesitamos un tiempo para que en la literatura se hable de la crisis económica, la ruptura Catalunya-España o la emigración catalana".

Escritor funcionario. Serés piensa que en Catalunya hay mucho "escritor funcionario, al cual le es más fácil novelar la vida de un intelectual alemán del XIX que ir a ver lo que pasa en el mercado de Santa Coloma de Gramenet. A mí, en cambio, se me escapan la clase más alta y la más baja. No sé si era Balzac quien decía que el escritor no escoge sus temas, sino que los soporta con conllevancia. El autor narra aquello que le es más próximo, pero también investiga".

El poeta y ensayista Sam Abrams apunta "una debilidad endémica" de la literatura catalana: "salvo algunas excepciones, un narrador, con el fin de tener la talla y la posibilidad de crear o recrear mundos, necesita ser amoral, meterse en personajes e historias sin apriorismos. Se tienen que poner dentro de la piel de cualquier personaje. Los narradores de ahora tienen una especie de freno moral y no acaban de hacerlo, y si lo hacen es de una manera puñetera, en forma de sátira. Muchas veces, la narrativa catalana no refleja la extraordinaria complejidad de la realidad catalana." Abrams da la culpa a "la intervención desafortunada de los editores que piden a los narradores que escriban obras que reflejen la actualidad y temas candentes y, en el fondo, promueven un producto que va contra el talento natural del autor, y que suena falso. Y así se les escapa la fabulosa riqueza de la ciudad de Barcelona o de sus mundos, inframundos o intramundos".

Muchas Barcelonas sin explicar. ¿Qué excepciones? Aparte de Porcel y de otros, Sam Abrams cita, a modo de ejemplo, a David Castillo, alguien que sabe "coger su mundo de juventud y

recrearlo sin ñoñería, porque a veces coges una novela y te dan ganas de decirle al autor: ¡'Oiga! ¿usted y yo vivimos en la misma ciudad?' Hacen visiones infantiles, aburridas, cuando la ciudad de Barcelona tiene muchísima vida".

El crítico literario ve como un camino truncado el iniciado por Josep Maria de Sagarra con Vida privada. "Él habla desde dentro de un mundo que sólo es de él, hace la elegía de un mundo que desaparece, el de los abuelos, el de los padres y el suyo, y se atreve a sacarse de encima los apriorismos para decir la verdad. La armó gorda, pero su lección no se ha asumido del todo. Fue una respuesta a Carles Riba, quien decía que antes de tener una narrativa moderna se tenía que traducir a los clásicos. Sagarra demostró que se podía hacer una novela excelente, con ideas profundas, sobre una realidad próxima y de lectura febril. Miquel de Palol creó después mundos más conceptuales, otra manera de reflejar la realidad. Todo el mundo se llena la boca hablando de Rodoreda, pero ¿quién sigue su camino, baja a los infiernos y pone el alma humana ante las cuerdas?".

La conclusión de Sam Abrams es que "la poesía catalana es mucho más plural que la narrativa y refleja mejor la realidad cultural e intelectual del país que no la narrativa, porque va desde Narcís Comadira, de un clasicismo impresionante, hasta Carles Hac Mor, de un irracionalismo rompedor. La narrativa, por el contrario, es más pobre con opciones estéticas, y lo que domina es una gran capa amorfa que quiere reproducir un realismo light urbano contemporáneo. A la literatura catalana le falta hierro".

El ensayista piensa que hay muchas áreas de Barcelona todavía pendientes de literaturizar. Edgar Cantero fabuló la zona del Peu del Funicular y Vallvidrera. ¿Quién hace el relato del cambio de manos del dinero, el cambio de poder económico de las grandes familias de la burguesía catalana hacia nombres hasta ahora desconocidos? ¿O la inmigración americana?

El papel de los editores. Y todavía observa dos defectos más. Aparte de las exigencias de las editoriales de fabricar libros de venta rápida o de dirigir a los autores hacia la novela negra, cita a los críticos que juzgan, pero no orientan a los jóvenes, y, muy especialmente, la desaparición de la universidad como instancia que da referencias a la sociedad. "En Estados Unidos la academia hizo subir la estima de autores como John Irving o Philip Roth. En Catalunya tenemos premios manipulados, la universidad demasiado lejos y la crítica es poca y sin incidencia. Son eslabones débiles de nuestra literatura".

¿De qué viven los autores? Carles Casajuana ha sido embajador de España en varios países y en sus libros crea personajes muy variados. El escritor-diplomático pone sobre la mesa el asunto de la profesionalización de los escritores de una lengua minoritaria. "Me da la impresión - dice Casajuana- que una de las cosas que la mayoría de los escritores catalanes compartimos es que tenemos que tener otra profesión para ganarnos la vida. Es verdad que abundan las profesiones ligadas de alguna forma a las letras (periodismo, enseñanza). Es muy lógico. En cambio, somos menos los que nos ganamos la vida en campos relativamente más alejados".

¿El hecho de que pocos autores puedan vivir de su dedicación a la literatura es un handicap, pero puede tener algún elemento positivo? Juan Goytisolo aconsejaba al escritor, hace años, durante el franquismo, que tuvieran otras fuentes de ingresos, para sustraerse a las presiones

de la censura política o comercial. Hoy, el ideal es que el autor pueda vivir de su trabajo, pero el sistema literario catalán no da para más. Casajuana piensa que "el hecho de que casi todos tengamos otras profesiones tiene una consecuencia positiva, al menos a la hora de escribir novelas: un contacto más vivo con la vida cotidiana de la gente. Tener otras profesiones nos obliga a salir de casa, a hablar con colegas, alumnos, clientes, lo que sea, y eso amplía nuestro campo de visión. Lo que perdemos en profesionalidad y en dedicación lo ganamos en anchura de horizontes y con conocimiento directo de aspectos concretos de la vida cotidiana que raramente son abarcables desde la mesa de trabajo de un escritor".

Josep Massot 13/10/2012

Presse néerlandaise

Verfbommen tegen huis minister Leers

Een actiegroep heeft in de nacht van woensdag op donderdag verfbommen gegooid tegen de achterkant van het huis van minister Gerd Leers (Immigratie) in Maastricht. De actiegroep 'Geen bloed aan mijn handen' besmeurde de muur met rode verf uit protest tegen het Nederlandse migratiebeleid. Minister Gerd Leers van Immigratie doet aangifte tegen de actiegroep, zo meldde zijn woordvoerder.

In een korte reactie zei Leers dat het mensen vrij staat om te demonstreren. Maar hij vindt het 'niet acceptabel wanneer een demonstratie zich richt tegen iemands persoonlijke bezittingen en daar schade aan aanricht'.

De anarchistische actiegroep zegt in een verklaring dat de actie bedoeld was om een waarschuwing af te geven. 'Leers vertrekt op korte termijn, maar voor de nieuwe bewindspersoon die 'immigratie' in de portefeuille krijgt, geldt: we weten je te vinden!', aldus de actiegroep.

Onder Leers werden vluchtelingen volgens de actiegroep 'meer dan ooit de grond ingestampt, opgesloten, uitgesloten, gedeporteerd en tot wanhoop, tot zelfdoding aan toe, gedreven.'

Volkskrant 18/10/2012

Rode Kruis: wereldwijd 72 miljoen ontheemden

Wereldwijd moet meer worden gedaan voor de 72 miljoen mensen die noodgedwongen hun huis hebben verlaten wegens conflicten, natuurrampen en bouwprojecten. Eén op elke honderd wereldburgers is nu gedwongen ontheemd, waarschuwde het Rode Kruis vandaag in een rapport.

Wereldwijd moet meer worden gedaan voor de 72 miljoen mensen die noodgedwongen hun huis hebben verlaten wegens conflicten, natuurrampen en bouwprojecten. Eén op elke honderd wereldburgers is nu gedwongen ontheemd, waarschuwde het Rode Kruis dinsdag in een rapport.

De groeiende groep is kwetsbaar omdat ze vaak kampen met een slechte gezondheid en andere problemen. Velen trekken naar overvolle steden, waar hen in sloppenwijken nieuwe problemen wachten.

De regeringen zouden meer moeten helpen, onder meer door hen werk te geven en beter te laten integreren. Maar in plaats daarvan groeit bij veel politici en burgers de weerstand tegen de hulp, klaagt het Rode Kruis in het rapport. 'Bij onze conferentie vorig jaar november hebben 164 regeringen dit toegezegd. Ze moeten nu de rechten van migranten respecteren en zorgen dat ze geen sociale paria's worden', zei Bekele Geleta, secretaris-generaal van de wereldwijde hulporganisatie.

De mensen die noodgedwongen huis en haard moesten verlaten, zijn veelal op de vlucht voor gewapende strijd. De laatste jaren was dat vooral in Ivoorkust, Mali, Somalië, Sudan en Syrië. Van de 72 miljoen ontheemden worden er 15 miljoen beschouwd als vluchteling. Bovendien zijn er 1 miljoen asielzoekers en 26,4 miljoen mensen ontheemd door conflicten. Nog eens 15 miljoen mensen moesten hun huis uit voor rampen en eenzelfde aantal voor bouwprojecten.

Volkskrant 16/10/2012

TROUW

Kamerleden praten met asielzoekers tentenkamp

Nu er voorlopig geen oplossing in zicht lijkt voor de asielzoekers in de tentenkampen in Amsterdam en Den Haag, willen leden van de Tweede Kamer kijken of zij een uitweg kunnen vinden. Kamerleden van onder meer SP, PvdA en D66 gaan daarom dinsdag met de asielzoekers om de tafel, zo lieten ze donderdag weten.

'We verwachten mensen namens de gemeenten, belangenorganisaties en bewoners van de tentenkampen zelf. We willen hen graag spreken over de voorgeschiedenis van de zaak en de mogelijke oplossingen', aldus Sharon Gesthuizen van de SP. De Kamerleden hebben de gesprekken zelf geregeld, omdat het eerder niet lukte om met de commissie een overleg op poten te zetten, zei Gesthuizen.

De Kamerleden willen de verhalen van de asielzoekers ook graag horen, omdat ze binnenkort een debat voeren over de tentenkampen. In de Amsterdamse wijk Osdorp verblijven momenteel 40 asielzoekers in een tentenkamp. Volgens het ministerie van Binnenlandse Zaken, waar immigratie onder valt, is er voor hen geen andere mogelijkheid dan terugkeren naar het land van herkomst.

Volgens Joël Voordewind van de ChristenUnie moet er een tussenweg worden gevonden. Hij wil dat opvang wordt geregeld voor de mensen in de tentenkampen, 'zonder dat hieraan onredelijke voorwaarden worden gesteld zoals het verplicht afstand doen van het recht om een nieuwe asielprocedure te starten wegens nieuwe feiten of omstandigheden'.

Een woordvoerder van minister Gerd Leers stelt dat er geen sprake van is dat de mensen in de tentenkampen afstand moeten doen van hun rechten. Ze mogen te allen tijde een nieuwe aanvraag doen, stelt hij.

Trouw 18/10/2012

Leers: 'Snel noodrem voor visa'

EU-landen moeten snel weer een visumplicht kunnen invoeren voor landen waarvoor die nu niet geldt. Nederland heeft daar samen met vijf andere EU-landen op aangedrongen, liet een woordvoerder van minister Gerd Leers (Immigratie) weten.

Leers pleitte al eerder voor een noodrem in de visumprocedures, maar daar is het nog steeds niet van gekomen. Naar die noodrem kan een EU-land grijpen als er misbruik wordt gemaakt van een visumvrijstelling.

Balkan

Er bestaan al enige tijd klachten over burgers uit landen op de westelijke Balkan als Servië en Macedonië, die te weinig doen om hun onderdanen ervan te weerhouden hun toevlucht in de unie te zoeken. Ze vragen er vaak asiel aan terwijl ze daar geen kans op maken. De zes EU-landen grijpen een recent rapport van eurocommissaris Cecilia Malmström over de visumvrijstelling aan om te pleiten voor snelle maatregelen.

Trouw 18/10/2012

Leers lanceert app voor melden discriminatie

Wie discriminatie wil melden, kan voortaan gebruik maken van een speciale app voor mobiele telefoons en tablets. Die moet het makkelijker maken melding te doen van discriminatie, zodat er beter tegen kan worden opgetreden.

De app is zaterdag gelanceerd door minister Gerd Leers van Immigratie, Integratie en Asiel. Hij steunt de applicatie, die is ontwikkeld in opdracht van de Landelijke Brancheorganisatie van Antidiscriminatiebureaus (LBA), met een subsidie van 14.000 euro.

Vorig jaar werden landelijk 6300 klachten en meldingen over discriminatie geregistreerd. Maar uit onderzoek blijkt dat mensen uit bepaalde doelgroepen (etnische minderheden, homo's, gehandicapten en vrouwen) er veel vaker last van hebben. In sommige onderzoeken zegt 30 tot 40 procent van de doelgroep jaarlijks wel eens discriminatie te ervaren.

Trouw 13/10/2012

Griekse parlementariër noemt migranten 'ondermensen'

Een volksvertegenwoordigster van de Griekse neonazistische partij Gouden Dageraad heeft donderdag voor ophef gezorgd door immigranten in het parlement te bestempelen als 'ondermensen'. Eleni Zaroulia weigerde haar woorden daarna terug te nemen.

Ze sprak over speciale rechten die mensen van Griekse afkomst in onder meer Albanië zouden moeten krijgen als ze terugkeren naar Griekenland. Tijdens dat betoog noemde ze het 'onacceptabel dat zij moeten assimileren tussen de ondermensen die ons vaderland zijn binnengevallen met de ziektes die ze met zich meedragen'.

Zaroulia is een van de 18 parlementariërs van Gouden Dageraad. De partij wist tijdens de vorige verkiezingen 7 procent van de stemmen te krijgen. Tot afgrijzen van antiracisme-activisten is Zaroulia lid geworden van de Commissie voor gelijkheid en non-discriminatie van de Raad van Europa. Gouden Dageraad kwam de afgelopen tijd in opspraak door geweldsincidenten tegen migranten.

Trouw 18/10/2012

Spanjaarden verlaten land vanwege crisis

Vanwege de economische crisis verlaten steeds meer mensen Spanje. In de eerste 9 maanden beproefden bijna 55.000 Spanjaarden hun geluk elders. Dat is bijna 22 procent meer dan in dezelfde periode vorig jaar. Dat liet het Spaanse bureau voor statistieken maandag weten.

Het aantal buitenlanders dat Spanje de rug toekeerde, was overigens veel groter dan het aantal Spanjaarden dat het land verliet.

Uit cijfers van het Centraal Bureau voor de Statistiek blijkt dat zich tot en met augustus van dit jaar bijna 2100 Spanjaarden in Nederland vestigden. Het aantal Spanjaarden dat naar Nederland komt, stijgt al sinds 2006.

Een verband tussen de schulden crisis en het stijgende aantal Spanjaarden dat naar Nederland komt, kan enkel op basis van de cijfers niet worden gelegd, zegt een CBS-woordvoerder. Er komen al jaren meer Spanjaarden naar Nederland, terwijl de schulden crisis pas korter geleden toesloeg. Andere verklaringen voor het stijgende aantal Spaanse migranten zijn de voortschrijdende Europese integratie en het feit dat de Nederlandse economie het relatief goed doet, aldus de zegsman.

Trouw15/10/2012

Verdachten mensenhandel vaak vrijuit – speciale rechters ingezet

Ruim de helft van alle verdachten van vrouwenhandel in de seksindustrie wordt vrijgesproken. Bij overige vormen van mensenhandel gaat 36 procent vrijuit. Dat blijkt uit onderzoek dat de [Nationaal Rapporteur Mensenhandel](#), Corinne Dettmeijer, vandaag presenteert.

Volgens Dettmeijer komen rechters vaak tot vrijspraak met een beroep op het feit dat prostitutie sinds 2000 legaal is. Rechters lijken te vinden dat vrouwen die kiezen voor de prostitutie, het risico op uitbuiting voor lief moeten nemen. Dat is ten onrechte, vindt Dettmeijer: prostitutie is legaal, maar vrouwenhandel en uitbuiting niet.

In 2010 kwamen 135 verdachten voor de rechter wegens mensenhandel in de seksindustrie en daarbuiten. In totaal ging het om 138 zaken, waarin meestal celstraffen werden geëist, zo schrijft persbureau Novum. In slechts zestig procent van de gevallen kwam het echter tot een veroordeling. De hoogte van de straffen loopt zeer uiteen.

‘Rechters weten niet wat ze ermee aan moeten’

Volgens Dettmeijer gaat het bijna altijd om complexe zaken, en weten rechters vaak niet goed wat ze ermee aan moeten. Ze vindt dat er rechters moeten komen die zijn gespecialiseerd in mensenhandel, zoals er binnen het Openbaar Ministerie gespecialiseerde officieren van justitie zijn.

Het totaal aantal slachtoffers in de mensenhandelzaken van 2010 bedroeg 217, waarvan 147 in de seksindustrie. In de laatste groep ging het vrijwel uitsluitend om vrouwen. Ruim een derde kwam uit Nederland en zo'n veertig procent uit Oost-Europa. Van de tot prostitutie gedwongen vrouwen was vijftien procent minderjarig. “Dat aantal is groot en zorgelijk”, stelt Dettmeijer.

Van de 147 slachtoffers van vrouwenhandel in de seksindustrie hebben 42 een schadevergoeding gekregen. Dat zijn er volgens Dettmeijer te weinig, omdat bij mensenhandel de dader altijd geld verdient ten koste van het slachtoffer. Geld dat van mensenhandelaren wordt afgepakt, moet vaker bij de slachtoffers terechtkomen, stelt zij. Nu is het de staat die profiteert.

NRC 18/10/2012 door Annemarie Coevert

‘In Nederland 21.000 mensen slachtoffer van arbeidsuitbuiting’

In Nederland zijn 21.000 mensen slachtoffer van arbeidsuitbuiting. Het gaat om mensen die gedwongen worden lange dagen te werken voor weinig geld en onder slechte omstandigheden.

Dat blijkt uit het rapport ‘Verborgene Slavernij in Nederland’ dat stichting [FairWork](#) morgen op de Europese dag tegen de Mensenhandel presenteert. Het cijfer is gebaseerd op onderzoek van de VN-organisatie voor arbeid, de ILO. Daaruit blijft dat wereldwijd ruim 20 miljoen mensen slachtoffer zijn van arbeidsuitbuiting. In de Europese Unie gaat het om 880.000 personen.

Arbeidsmigranten zijn vooral kwetsbaar voor uitbuiting maar ook Nederlanders kunnen slachtoffer worden. Sectoren waar uitbuiting vaker voorkomt zijn horeca, land- en tuinbouw, bouw, huishoudelijk werk bij mensen thuis, fabrieken en havens.

Sinds 1 januari 2005 wordt in Nederland het uitbuiten van mensen voor hun arbeid gezien als een vorm van mensenhandel. Voor die datum was alleen uitbuiting in de seksindustrie strafbaar.

Slachtoffers van arbeidsuitbuiting worden vaak niet als zodanig herkend.

NRC 17/10/2012 door Sheila Kamerman

Nederland ‘ongeschikt voor orthodoxe joden’

Als staatssecretaris Bleker (Landbouw) zijn plan voor onverdoofd ritueel slachten doorzet, is Nederland “voor orthodoxe joden geen geschikt woonland meer”. Dat schrijft opperrabbin Aryeh Ralbag in een brief aan Bleker die in het bezit is van *NRC Handelsblad*. Volgens Ralbag, die verantwoordelijk is voor de religieuze aspecten van de rituele slacht, staat het voortbestaan van de joodse rituelen op het spel.

Ralbag reageert daarmee op de uitwerking van het Convenant onbedwelmd slachten volgens religieuze riten door het ministerie. In het [convenant](#) uit juni kwamen ministerie, slachterijen en islamitische en joodse organisaties overeen dat in Nederland onverdoofd slachten mogelijk blijft, maar dat het dierenwelzijn dan wel verbeterd moet worden. Het convenant is door Bleker uitgewerkt in een conceptbesluit. Maar dat is op sommige punten in strijd met de religieuze riten, zo [berichte](#) NRC twee weken geleden.

Opperrabbin Ralbag vreest dat de ambtenaar of dierenarts die toezicht houdt op de slacht boven de opperrabbin komt te staan. Op verzoek van Bleker verklaarde hij eerder nog dat het convenant zelf niet in strijd is met de halacha (joodse wetgeving), maar de uitwerking ervan is dat volgens de opperrabbin nu wel. Volgens Ralbag maakt het conceptbesluit joods ritueel slachten in Nederland “feitelijk onmogelijk”.

Het ministerie bevestigt de ontvangst van de brief. Het laat weten dat niet Ralbag, maar twee bestuursleden van het Nederlands-Israëlitisch Kerkgenootschap (NIK) optreden als gesprekspartner bij de onderhandelingen over het convenant. Wel wordt de opperrabbin volgens een woordvoerder “serieus genomen” en zal hij worden uitgenodigd voor een gesprek.

Het onverdoofd slachten van dieren is verboden in Nederland. Omdat het geloof joden en moslims niet toestaat met verdoving te slachten, bestaat voor hen een wettelijke uitzondering. Om een verbod op de rituele slacht te voorkomen heeft staatssecretaris Bleker verscherpt toezicht op de slacht vastgelegd in een convenant.

NRC 17/10/2012 door Camil Driessen en Danielle Pinedo

Het Parool

Politie Amsterdam discrimineert onbewust

Donkere en Marokkaanse mannen en Oost-Europeanen worden eerder staande gehouden door de politie. Dit blijkt uit een onderzoek naar selectiemechanismen bij de Amsterdamse politie.

'Voor de straatagent rechtvaardigen politie- informatie en eerdere ervaringen de selectieve aandacht voor bepaalde groepen,' constateert de antropoloog Sinan Çankaya.

Hij deed anderhalf jaar intensief onderzoek naar waarop politieagenten in de stad selecteren als zij besluiten iemand op straat te controleren.

Diepte-interviews

Met een onderzoeksteam hield hij zestig diepte-interviews en draaide hij tweehonderd uur mee met de politie. Hij spreekt van collectieve bijziendheid. 'Agenten hebben onbewust een beeld van hoe een crimineel eruitziet. De straatagent bestendigt de machtsorde in de Nederlandse samenleving.'

Zijn bevindingen werden gisteravond gepresenteerd tijdens een seminar over selectiemechanismen bij de politie, de afwegingen die een agent maakt om iemand te fouilleren of te bevragen. De politie gaf ook toe dat 'bijvoorbeeld twee Poolse mannen met een krakkemikkige auto in een chique buurt' door de politie eerder zullen worden aangesproken.

Dat de politie al dan niet bewust discrimineert, is een probleem dat al sinds de jaren tachtig op de politieke agenda staat. Sinan Çankaya wil het woord discriminatie niet in de mond nemen. 'Het komt vooral neer op onbewuste vooroordelen. Discriminatie juridisch bewijzen is heel lastig.'

Het Parool 12/10/2012

Kamerleden praten met asielzoekers tentenkamp

Nu er voorlopig geen oplossing in zicht lijkt voor de asielzoekers in de tentenkampen in Amsterdam en Den Haag, willen leden van de Tweede Kamer kijken of zij een uitweg kunnen vinden. Kamerleden van onder meer SP, PvdA en D66 gaan daarom dinsdag met de asielzoekers om de tafel, zo lieten ze donderdag weten.

'We verwachten mensen namens de gemeenten, belangenorganisaties en bewoners van de tentenkampen zelf. We willen hen graag spreken over de voorgeschiedenis van de zaak en de mogelijke oplossingen', aldus Sharon Gesthuizen van de SP. De Kamerleden hebben de gesprekken zelf geregeld, omdat het eerder niet lukte om met de commissie een overleg op poten te zetten, zei Gesthuizen.

De Kamerleden willen de verhalen van de asielzoekers ook graag horen, omdat ze binnenkort een debat voeren over de tentenkampen. In de Amsterdamse wijk Osdorp verblijven momenteel 40 asielzoekers in een tentenkamp. Volgens het ministerie van Binnenlandse Zaken, waar immigratie onder valt, is er voor hen geen andere mogelijkheid dan terugkeren naar het land van herkomst.

Volgens Joël Voordewind van de ChristenUnie moet er een tussenweg worden gevonden. Hij wil dat opvang wordt geregeld voor de mensen in de tentenkampen, 'zonder dat hieraan onredelijke voorwaarden worden gesteld zoals het verplicht afstand doen van het recht om een nieuwe asielprocedure te starten wegens nieuwe feiten of omstandigheden'.

Een woordvoerder van minister Gerd Leers stelt dat er geen sprake van is dat de mensen in de tentenkampen afstand moeten doen van hun rechten. Ze mogen te allen tijde een nieuwe aanvraag doen, stelt hij.

Het Parool 18/10/2012

RIJKSOVERHEID

Kamerleden praten met asielzoekers tentenkamp

Nu er voorlopig geen oplossing in zicht lijkt voor de asielzoekers in de tentenkampen in Amsterdam en Den Haag, willen leden van de Tweede Kamer kijken of zij een uitweg kunnen vinden. Kamerleden van onder meer SP, PvdA en D66 gaan daarom dinsdag met de asielzoekers om de tafel, zo lieten ze donderdag weten.

'We verwachten mensen namens de gemeenten, belangenorganisaties en bewoners van de tentenkampen zelf. We willen hen graag spreken over de voorgeschiedenis van de zaak en de mogelijke oplossingen', aldus Sharon Gesthuizen van de SP. De Kamerleden hebben de gesprekken zelf geregeld, omdat het eerder niet lukte om met de commissie een overleg op poten te zetten, zei Gesthuizen.

De Kamerleden willen de verhalen van de asielzoekers ook graag horen, omdat ze binnenkort een debat voeren over de tentenkampen. In de Amsterdamse wijk Osdorp verblijven momenteel 40 asielzoekers in een tentenkamp. Volgens het ministerie van Binnenlandse Zaken, waar immigratie onder valt, is er voor hen geen andere mogelijkheid dan terugkeren naar het land van herkomst.

Volgens Joël Voordewind van de ChristenUnie moet er een tussenweg worden gevonden. Hij wil dat opvang wordt geregeld voor de mensen in de tentenkampen, 'zonder dat hieraan onredelijke voorwaarden worden gesteld zoals het verplicht afstand doen van het recht om een nieuwe asielprocedure te starten wegens nieuwe feiten of omstandigheden'.

Een woordvoerder van minister Gerd Leers stelt dat er geen sprake van is dat de mensen in de tentenkampen afstand moeten doen van hun rechten. Ze mogen te allen tijde een nieuwe aanvraag doen, stelt hij.

Rijksoverheid 18/10/2012

Europees visa-informatiesysteem van start

De landen van de Europese Unie hebben vandaag een gemeenschappelijk informatiesysteem voor Schengen-visa in gebruik genomen. Daarbij wordt gebruik gemaakt van digitaal opgeslagen vingerafdrukken en foto's. In het systeem wordt informatie over alle kortdurende visa opgenomen voor alle landen in het Schengengebied.

Wie een kortdurend visum voor een Schengenland wil hebben voor zaken, familiebezoek, vakantie of studie, geeft bij zijn aanvraag zijn foto en vingerafdrukken af. Die worden digitaal in het Visa Informatie Systeem (VIS) opgeslagen, samen met andere gegevens over de aanvraag. Daardoor zal de controle aan de grens sneller verlopen en kan identiteitsfraude worden voorkomen. Ook bij verlies of diefstal van een paspoort met visum - of als mensen zeggen dat dat is gebeurd - kan gecontroleerd worden of er een geldig visum was afgegeven.

De opgeslagen vingerafdrukken worden vijf jaar bewaard. Daardoor is het niet nodig bij elke nieuwe visumaanvraag opnieuw vingerafdrukken af te geven.

In het VIS komen de visumaanvragen bij alle Schengenlanden bij elkaar. Zo kunnen de landen informatie over eerdere en actuele visumaanvragen met elkaar uitwisselen.

Het systeem is nu van start gegaan in zes landen in Noord-Afrika (Algerije, Egypte, Libië, Mauretanië, Marokko en Tunesië). Alle ambassades en consulaire posten van alle Europese landen maken daar sinds vandaag gebruik van het VIS. Later volgen het Midden-Oosten en de Golfregio; binnen twee jaar werkt het VIS wereldwijd.

Rijksoverheid 11/10/2012

Reformatörisch Dagblad

Honderden migranten bestormen Spaanse enclave

MADRID (AP) – Ongeveer 450 Noord-Afrikaanse migranten hebben een zes meter hoog hek met prikkeldraad bij Melilla bestormd in een poging om vanuit Marokko de Spaanse enclave binnen te komen. Dat hebben de autoriteiten in Melilla gezegd. Zo'n honderd van hen wisten door het hek te breken, maar werden later door de politie opgespoord en naar opvangkampen overgebracht.

Melilla is een van de twee Spaanse enclaves in Marokko. De andere is Ceuta. Ze grenzen aan één kant aan Marokko en aan de andere kant aan de Middellandse Zee. Migranten die naar Europa willen, bivakkeren bij het hek wachtend op een kans om het hek door te komen.

Reformatorisch Dagblad 17/10/2012